



N°85F0028XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1998-1999



Statistics
Canada Statistique
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0028XIF au catalogue est publié sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 24 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à **www.statcan.ca** et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 52 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Centre canadien de la statistique juridique.

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1997-1998

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2000

N° 85F0028XIF au catalogue

Périodicité : Annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85F0028XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans ce rapport :

- .. chiffres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- nombres infimes.
- néant ou zéro.
- ^e estimations.
- ^p nombres provisoires.
- ^r nombres réctifiés.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	5
Méthodologie	6
Tableau 1 Revenu selon la source, l'aide juridique	7
Tableau 2 Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique	9
Tableau 3 Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle	11
Tableau 4 Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique	13
Tableau 5 Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique	15
Tableau 6 Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles	17
Tableau 7 Effectifs de l'aide juridique au 31 mars	19
Tableau 8 Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique	21
Tableau 9 Total des demandes d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles	23
Tableau 10 Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles	25
Tableau 11 Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles	27
Tableau 12 Demandes d'aide juridique rejetées, affaires criminelles et civiles, raisons	29
Tableau 13 Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles	31
Tableau 14 Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles	32
Tableau 15 Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	33
Tableau 16 Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	35
Tableau 17 Contributions fédérales au titre de l'aide juridique en matière civile	37
Tableaux supplémentaires	39
Glossaire	57

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Introduction

Des régimes d'aide juridique ont été mis en place dans toutes les provinces et les territoires, et ils ont tous pour objectif d'aider les Canadiens à faible revenu qui ont besoin des services d'un avocat. Au Canada, les régimes d'aide juridique offrent des services de représentation par un avocat, de consultation, et des services d'information. Parce que l'administration de la justice est une responsabilité provinciale, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent dans chaque province et territoire. Compte tenu de ces différences fondamentales dans la structure et des différences organisationnelles connexes, **il faut faire preuve de prudence dans la comparaison des régimes d'aide juridique en place dans les divers secteurs de compétence du Canada.**

Les tableaux qui suivent fournissent des données chronologiques pour cinq ans (niveau agrégé) sur : recettes, selon la source de financement; contributions provinciales/territoriales et fédérales; dépenses au titre de l'aide juridique; paiements à des cabinets d'avocats privés, ou honoraires versés à des avocats de pratique privée; dépenses directes d'aide juridique, selon le type d'affaire, et réparties entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée; ressources en personnel, selon le type d'employé; services d'avocats nommés d'office; et caractéristiques des causes civiles et criminelles (nombre total de demandes, de demandes approuvées et de demandes refusées), selon le type d'affaire.

Pour un examen analytique de ces données, voir le produit connexe intitulé *L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 1998-1999* (n° 85F0015 au catalogue). Ce rapport fournit de l'information sur l'organisation et le coût de l'aide juridique au Canada, y compris de l'information sur les systèmes de prestation des services d'aide juridique, ainsi que sur les recettes, les dépenses et les demandes.

Pour des renseignements précis sur l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations* (n° 85-217-XDB au catalogue, version sur disquette, ou 85-217-XIB, version sur Internet). Ce rapport qualitatif décrit la structure et l'administration des services d'aide juridique provinciaux/territoriaux au Canada. Il renferme également de l'information sur la législation, l'organisation, le champ d'application, l'admissibilité, les services d'avocats nommés d'office et les tarifs. Il fournit aussi des listes de personnes-ressources et les adresses des bureaux d'aide juridique.

Méthodologie

Les données présentées dans le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas* (n° 85F0015 au catalogue) et les tableaux de données connexes *L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas* (n° 85F0028 au catalogue) ont été extraites de l'Enquête sur l'aide juridique menée tous les ans depuis 1983-1984 par le Programme des tribunaux du Centre canadien de la statistique juridique. L'Enquête qui est un recensement, a pour objet de fournir des statistiques sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada. Les données sont recueillies et présentées au niveau agrégé provincial/territorial.

Pour presque tous les éléments d'information, la collecte de données se fait au moyen d'un questionnaire d'enquête qui est envoyé aux 12 régimes d'aide juridique du Canada. Les données sur les contributions financières des administrations provinciales/territoriales sont obtenues auprès du ministère compétent responsable des questions de justice. Justice Canada fournit les données sur les contributions fédérales pour les chiffres sur l'aide juridique en matière criminelle. Au cours des années antérieures, lorsque le Régime d'assistance publique du Canada était en place, les chiffres concernant les contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile étaient obtenus auprès de Développement des ressources humaines Canada. On demande à la Fédération des professions juridiques du Canada de fournir les données sur les avocats membres des barreaux des provinces et des territoires.

Pour tenir compte de l'effet de l'inflation, les chiffres en dollars constants de 1992-1993 ont été calculés au moyen des changements indexés dans les recettes et les dépenses une année sur l'autre relativement aux biens et services, selon *L'Indice des prix à la consommation* de Statistique Canada, n° 62-001 au catalogue.

Les données démographiques qui ont servi au calcul des nombres par habitant dans ce rapport sont tirées du rapport intitulé *Statistiques démographiques annuelles, 1998* (n° 91-213 au catalogue). Elles représentent la population canadienne au 1^{er} juillet et sont des estimations intercensitaires définitives pour 1994 et 1995, des estimations postcensitaires définitives pour 1996 et des estimations postcensitaires mises à jour pour 1997 et 1998.

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve¹										
1994-1995	5 677	5 411	95	36	1	169	3	61	1	
1995-1996	5 905	5 403	91	26	-	476	8	-	-	
1996-1997	5 701	5 394	95	73	1	196	3	38	1	
1997-1998	5 350	5 243	98	8	--	69	1	30	1	
1998-1999	5 899	5,488	93	27	--	334	6	50	1	
Île-du-Prince-Édouard										
1994-1995	523	523	100	...	...	...	...	...	...
1995-1996	543	543	100	...	...	...	...	...	...
1996-1997	593	593	100	...	...	...	...	...	...
1997-1998	527	527	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	543	543	100	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse²										
1994-1995	11 380	11 201	98	...	--	...	...	179	2
1995-1996	11 079	10 885	98	...	--	...	...	194	2
1996-1997	10 591	10 468	99	3	--	...	...	120	1
1997-1998	10 354	10 248	99	3	--	...	...	103	1
1998-1999	10 950	10 734	98	37	--	...	...	179	2
Nouveau-Brunswick³										
1994-1995	3 213	2 899	90	111	3	80	2	123	4	
1995-1996	3 125	2 432	78	147	5	125	4	421	13	
1996-1997	3 595	3 228	90	109	3	100	3	158	4	
1997-1998	3 806	3 278	86	96	3	220	6	212	6	
1998-1999	4 050	3 524	87	98	2	160	4	268	7	
Québec										
1994-1995	109 499	109 060	100	226	--	...	...	213	--
1995-1996	97 320	96 917	100	233	--	...	...	170	--
1996-1997	113 669	113 025	99	271	--	...	...	373	--
1997-1998	115 966	114 963	99	668	1	...	...	335	--
1998-1999	129 645	128 268	99	914	1	...	...	463	--
Ontario⁴										
1994-1995	344 386	258 156	75	21 855	6	6 000	2	58 375	17	
1995-1996	359 431	286 805	80	19 928	6	6 000	2	46 698	13	
1996-1997	264 585	226 645	86	18 081	7	6 865	3	12 994	5	
1997-1998	257 940	230 796	89	9 804	4	5 704	2	11 636	5	
1998-1999	272 854	231 588	85	12 361	5	4 365	2	24 540	9	
Manitoba⁵										
1994-1995	15 862	13 584	86	1 371	9	852	5	55	--	
1995-1996	15 501	13 064	84	1 153	7	1 203	8	81	1	
1996-1997	15 041	12 467	83	1 080	7	1 457	10	37	--	
1997-1998	15 289	12 957	85	1 316	9	984	6	32	--	
1998-1999	15 335	12 994	85	1 478	10	835	5	28	--	
Saskatchewan⁶										
1994-1995	8 666	8 361	96	20	--	...	...	285	3
1995-1996	8 756	8 415	96	55	1	...	...	286	3
1996-1997	8 905	8 800	99	66	1	...	...	39	--
1997-1998	9 534	9 432	99	63	1	...	...	39	--
1998-1999	9 953	9 825	99	55	1	...	...	73	1
Alberta⁷										
1994-1995	26 863	23 461	87	2 391	9	...	...	1 011	4
1995-1996	27 363	22 961	84	2 250	8	...	...	2 152	8
1996-1997	27 455	22 542	82	2 201	8	...	...	2 712	10
1997-1998	26 641	22 542	85	2 300	9	...	...	1 799	7
1998-1999	27 012	22 542	83	2 166	8	...	...	2 304	9

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État			Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Colombie-Britannique⁸											
1994-1995	94 954	89 378	94	195	--	4 102	4	1 279	1		
1995-1996	94 789	89 183	94	238	--	4 000	4	1 368	1		
1996-1997	92 717	87 423	94	289	--	4 000	4	1 005	1		
1997-1998	86 230	82 171	95	214	--	3 500	4	345	--		
1998-1999	86 213	82 035	95	187	--	2 975	3	1 016	--		
Territoires du Nord-Ouest⁹											
1994-1995	5 474	5 474	100	...	...	...	...	...	...	...	...
1995-1996	5 470	5 470	100	...	...	...	...	...	...	...	...
1996-1997	5 125	5 125	100	...	...	...	...	...	...	...	...
1997-1998	5 395	5 395	100	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	5 412	5 412	100	...	...	...	...	...	...	...	...
Territoire du Yukon¹⁰											
1994-1995	1 088	1 066	98	11	1	...	...	11	1		
1995-1996	902	856	95	9	1	...	...	37	4		
1996-1997	895	881	98	11	1	...	...	3	--		
1997-1998	864	856	99	8	1	...	...	--	--
1998-1999	938	931	99	7	1	...	...	--	--
Canada											
1994-1995	627 585	528 574	84	26 216	4	11 203	2	61 592	10		
1995-1996	630 184	542 934	86	24 039	4	11 804	2	51 407	8		
1996-1997	548 872	496 591	90	22 184	4	12 618	2	17 479	3		
1997-1998	537 896	498 408	93	14 480	3	10 477	2	14 531	3		
1998-1999	568 804	513 884	90	17 330	3	8 669	2	28 921	5		

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Lorsqu'elles sont additionnées, les contributions provinciales/territoriales (tableau 2) plus les contributions fédérales (tableaux 3 et 17) peuvent ne pas correspondre au total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le total des contributions gouvernementales au tableau 1 est fourni par les régimes d'aide juridique, et il représente le total de la subvention provinciale et des contributions fédérales, alors que les chiffres des contributions provinciales/territoriales et fédérales sont obtenus auprès du ministère compétent; (ii) toute différence dans les méthodes comptables (c.-à-d. méthode de caisse ou méthode d'exercice) se traduira par des différences entre les exercices dans lesquels les contributions sont comptabilisées; (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de remboursement au cours d'une année donnée, pour des dépenses qui avaient déjà été engagées et incluses dans le chiffre du total des contributions gouvernementales pour une année précédente.

¹ **Terre-Neuve** La catégorie «Autres» comprend 30 000 \$ d'intérêts provenant de comptes en fiducie d'avocats.

² **Nouvelle-Écosse** Les données déclarées sont fondées sur les méthodes de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice. Pour 1998-1999, la catégorie «Autres» comprend des revenus en intérêts de 167 000 \$ et des réclamations d'assurance de 12 000 \$.

³ **Nouveau-Brunswick** Les autres revenus pour l'année 1998-1999 comprenaient un remboursement de la THS de 259 300 \$, et des revenus en intérêts et divers autres montants totalisant 8 700 \$. En 1996-1997 et 1997-1998, les contributions gouvernementales aux recettes de l'aide juridique en matière criminelle et en matière de droit de la famille comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille administrée par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, qui n'était pas compris en entier dans les recettes des années précédentes.

⁴ **Ontario** Les autres revenus pour 1998-1999 comprennent des revenus en intérêts sur des investissements (3 148 000 \$), le produit de la vente de travaux de recherche (115 000 \$), les contributions de la Fondation du droit (21 087 000 \$), et divers autres recettes (190 000 \$). Les contributions de l'État comprennent les subventions versées par le gouvernement provincial pour le fonctionnement des cliniques communautaires :

1994-1995	32 512 000 \$
1995-1996	32 362 000 \$
1996-1997	32 444 000 \$
1998-1998	32 453 000 \$
1998-1999	37 677 000 \$

⁵ **Manitoba** Les autres revenus pour l'année 1998-1999 comprenaient des revenus en intérêts (27 000 \$) et d'autres recettes (1 000 \$).

⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent des comptes clients nets de 14 670 \$ en 1998-1999. Est inclus dans le solde des comptes clients nets (79 817 \$) le montant de 50 000 \$ de Justice Saskatchewan pour l'affectation de 1997-1998. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur. Les autres revenus au cours des années antérieures à 1996-1997 comprennent des fonds du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien :

1994-1995	197 000 \$
1995-1996	202 000 \$

Le financement du ministère des Affaires indiennes et du Nord a pris fin le 31 mars 1996.

⁷ **Alberta** Les autres revenus pour 1998-1999 comprennent une subvention de la Fondation du droit (1 139 000 \$), des revenus d'intérêts (1 046 000 \$), et des droits de demande (119 000 \$).

⁸ **Colombie-Britannique** Les autres revenus pour 1998-1999 comprennent des intérêts (212 000 \$), le produit de la vente de publications (10 000 \$), la Notary Foundation (490 000 \$) et diverses sources (304 000 \$).

⁹ **Territoires du Nord-Ouest** En 1998-1999, des contributions des clients de 48 000 \$ ont été portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et ne sont pas disponibles au régime. En 1998-1999, le montant était 87 000 \$, en 1996-1997, il était 75 000 \$, et en 1995-1996, 91 000 \$. Ces contributions sont comprises dans les recettes totales. Les recettes provenant du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest comprennent les fonds alloués à l'ensemble du Programme des services juridiques. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique, les Services de travailleurs auprès des tribunaux et la formation juridique du public.

¹⁰ **Territoire du Yukon** Les autres revenus pour 1998-1999 comprennent des intérêts de 500 \$.

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique

Province/territoire et année	Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		'000 \$
Terre-Neuve								
1994-1995	2 595	2	4,51 ^r	2 547	1	4,43	101,9 ^r	574,8 ^r
1995-1996	2 579	-1	4,54 ^r	2 477	-3	4,36	104,1 ^r	567,9 ^r
1996-1997	3 698	43	6,60 ^r	3 492	41	6,23	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	3 971	7	7,16 ^r	3 701	6	6,68	107,3	554,4 ^r
1998-1999	4 467	12	8,21	4 125	11	7,58	108,3	544,4
Île-du-Prince-Édouard								
1994-1995	294	1	2,20 ^r	289	1	2,16	101,9 ^r	133,7 ^r
1995-1996	332	13	2,46 ^r	319	11	2,37	104,1 ^r	134,8 ^r
1996-1997	364	10	2,67 ^r	344	8	2,52	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	484	33	3,54 ^r	451	31	3,30	107,3	136,8 ^r
1998-1999	570	18	4,18	526	17	3,86	108,3	136,4
Nouvelle-Écosse								
1994-1995	5 318	1	5,53 ^r	5 219	--	5,42	101,9 ^r	962,3 ^r
1995-1996	4 919	-8	5,30 ^r	4 725	-9	5,09	104,1 ^r	927,7 ^r
1996-1997	7 406	51	7,95 ^r	6 993	48	7,51	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	7 566	2	8,09 ^r	7 051	1	7,54	107,3	934,8 ^r
1998-1999	7 878	4	8,437	274	3	7,78	108,3	934,6
Nouveau-Brunswick¹								
1994-1995	2 863	57	3,81 ^r	2 810	56	3,74	101,9 ^r	750,9 ^r
1995-1996	2 420	-15	3,22 ^r	2 325	-17	3,09	104,1 ^r	751,8 ^r
1996-1997	3 228	33	4,29 ^r	3 048	31	4,05	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	3 278	2	4,35 ^r	3 055	--	4,05	107,3	753,9 ^r
1998-1999	3 524	8	4,68	3 254	7	4,32	108,3	753,0
Québec								
1994-1995	66 124	1	9,17 ^r	64 891	1	9,00	101,9 ^r	7 207,3 ^r
1995-1996	66 437	--	9,17 ^r	63 820	-2	8,81	104,1 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	102 959 ^r	55	14,15 ^r	97 223	52	13,37	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	98 515	-4	13,48 ^r	91 813	-6	12,56	107,3	7 307,6 ^r
1998-1999	111 873	14	15,26	103 299	13	14,09	108,3	7 333,3
Ontario								
1994-1995	195 000	-4	18,01 ^r	191 364	-5	17,67	101,9 ^r	10 827,5 ^r
1995-1996	187 900	-4	17,14 ^r	180 500	-6	16,46	104,1 ^r	10 964,9 ^r
1996-1997	191 096	2	17,21 ^r	180 449	--	16,26	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	191 130	--	16,97 ^r	178 127	-1	15,82	107,3	11 260,4 ^r
1998-1999	194 500	2	17,04	179 594	1	15,74	108,3	11 411,5
Manitoba								
1994-1995	7 984	14	7,10 ^r	7 835	14	6,97	101,9 ^r	1 123,9 ^r
1995-1996	7 698	-4	6,81 ^r	7 395	-6	6,55	104,1 ^r	1 129,8 ^r
1996-1997	9 154	19	8,07 ^r	8 644	17	7,62	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	9 801	7	8,62 ^r	9 134	6	8,04	107,3	1 136,8 ^r
1998-1999	9 850	--	8,65	9 095	--	7,99	108,3	1 138,9
Saskatchewan²								
1994-1995	3 020	-50	2,99	2 964	-50	2,94	101,9 ^r	1 009,7 ^r
1995-1996	3 996	32	3,94	3 839	30	3,78	104,1 ^r	1 014,2 ^r
1996-1997	5 321	33	5,22	5 025	31	4,93	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	6 912	30	6,76 ^r	6 442	28	6,30	107,3	1 022,2 ^r
1998-1999	7 360	6	7,18	6 796	5	6,63	108,3	1 024,4
Alberta								
1994-1995	16 875	-13	6,24 ^r	16 560	-13	6,12	101,9 ^r	2 704,9 ^r
1995-1996	16 375	-3	5,98 ^r	15 730	-5	5,74	104,1 ^r	2 739,9 ^r
1996-1997	16 140	-1	5,80 ^r	15 241	-3	5,48	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	16 056	-1	5,66 ^r	14 964	-2	5,27	107,3	2 837,8 ^r
1998-1999	16 131	--	5,53	14 895	--	5,11	108,3	2 914,9

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		'000 \$
Colombie-Britannique								
1994-1995	59 000	-6	16,02 ^r	57 900	-6	15,73	101,9 ^r	3 681,8 ^r
1995-1996	58 400	-1	15,43 ^r	56 100	-3	14,83	104,1 ^r	3 784,0 ^r
1996-1997	72 500 ^r	24	18,68 ^r	68 461	22	17,64	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	72 900	1	18,41 ^r	67 940	-1	17,16	107,3	3 959,3 ^r
1998-1999	73 600	1	18,35	67 959	--	16,95	108,3	4 009,9
Territoires du Nord-Ouest³								
1994-1995	3 423	9	52,50	3 359	9	51,52	101,9 ^r	65,2 ^r
1995-1996	3 431	--	51,52 ^r	3 296	-2	49,49	104,1 ^r	66,6 ^r
1996-1997	3 467	1	51,75 ^r	3 274	-1	48,86	105,9 ^r	67,0 ^r
1997-1998	3 358	-3	49,53 ^r	3 130	-4	46,16	107,3	67,8 ^r
1998-1999	3 124	-7	46,28	2 885	-8	42,73	108,3	67,5
Territoire du Yukon								
1994-1995	647	-28	21,57 ^r	635	-28	21,16	101,9 ^r	30,0 ^r
1995-1996	492 ^r	-24	15,92	473	-26	15,30	104,1 ^r	30,9 ^r
1996-1997	476 ^r	-3	14,92 ^r	449	-5	14,09	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	429	-10	13,32 ^r	400	-11	12,42	107,3	32,2 ^r
1998-1999	503	17	15,92	464	16	14,70	108,3	31,6
Canada								
1994-1995	363 143	-4	12,51 ^r	356 372	-4	12,27	101,9 ^r	29 036,0 ^r
1995-1996	354 979	-2	12,09 ^r	340 998	-4	11,62	104,1 ^r	29 353,9 ^r
1996-1997	415 809	17	14,01 ^r	392 643	15	13,23	105,9 ^r	29 671,9 ^r
1997-1998	414 400	--	13,81 ^r	386 207	-2	12,87	107,3	30 003,9 ^r
1998-1999	433 380	5	14,30	400 166	4	13,21	108,3	30 300,4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Avant 1996-1997, plusieurs provinces ont reçu des fonds du gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière civile, dans le cadre de l'ancien Régime d'assistance publique du Canada qui était administré par Développement des ressources humaines Canada. Le 1er avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est devenu le nouveau mécanisme de financement fédéral pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Ce nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leurs propres priorités de financement. À la suite du nouveau programme de transfert, les contributions provinciales à l'aide juridique ont sensiblement augmenté en 1996-1997 à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan, et en Colombie-Britannique.

¹ **Nouveau-Brunswick** La contribution du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour 1996-1997 et 1997-1998 comprend toutes les dépenses pour l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui est absorbé par le ministère de la Justice. En 1994-1995 et 1995-1996 ces coûts ont été sous-estimés.

² **Saskatchewan** En 1994-1995, les contributions provinciales ont diminué de 3,0 millions de dollars (50 %) par rapport à 1993-1994. Ce chiffre marque un retour aux niveaux habituels de financement, en raison du rétablissement des subventions consenties en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Toutefois, le Régime d'assistance publique au Canada a pris fin le 31 mars 1996, d'où l'augmentation de 1,3 million de dollars en fonds provinciaux en 1996-1997.

³ **Territoires du Nord-Ouest** Les chiffres représentent le total des contributions territoriales à l'aide juridique moins le total des contributions fédérales aux programmes d'aide juridique criminel ainsi qu'au programme des auxiliaires juridiques.

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Terre-Neuve								
1994-1995	1 730	3,01 ^r	49	3 553	1 698	2,95	101,9 ^r	574,8 ^r
1995-1996	1 730	3,05 ^r	49	3 516	1 662	2,93	104,1 ^r	567,9 ^r
1996-1997	1 661	2,96 ^r	51	3 246	1 568	2,80	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	1 653	2,98 ^r	..	3 362	1 541	2,78	107,3	554,4 ^r
1998-1999	1 571	2,89	..	..	1 451	2,66	108,3	544,4
Île-du-Prince-Édouard								
1994-1995	230	1,72 ^r	57	400	226	1,69	101,9 ^r	133,7 ^r
1995-1996	230	1,71 ^r	56 ^r	409 ^r	221	1,64	104,1 ^r	134,8 ^r
1996-1997	229	1,68 ^r	..	473	216	1,59	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	237	1,73 ^r	..	..	221	1,61	107,3	136,8 ^r
1998-1999	248	1,82	..	..	229	1,68	108,3	136,4
Nouvelle-Écosse								
1994-1995	3 209	3,33 ^r	56	5 781	3 149	3,27	101,9 ^r	962,3 ^r
1995-1996	3 209	3,46 ^r	58	5 535	3 083	3,32	104,1 ^r	927,7 ^r
1996-1997	3 062	3,29 ^r	57	5 347	2 891	3,11	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	3 037	3,25 ^r	59	5 190	2 831	3,03	107,3	934,8 ^r
1998-1999	2 858	3,06	50	5 683	2 639	2,82	108,3	934,6
Nouveau-Brunswick								
1994-1995	1 209	1,61 ^r	59	2 040	1 186	1,58	101,9 ^r	750,9 ^r
1995-1996	1 209	1,61 ^r	59	2 038	1 161	1,54	104,1 ^r	751,8 ^r
1996-1997	1 210	1,61 ^r	60	2 033	1 143	1,52	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	1 256	1,67 ^r	59	2 135	1 171	1,55	107,3	753,9 ^r
1998-1999	1 327	1,76	57	2 335	1 225	1,63	108,3	753,0
Québec								
1994-1995	16 646	2,31 ^r	39	42 433	16 336	2,27	101,9 ^r	7 207,3 ^r
1995-1996	16 646	2,30 ^r	42	40 026	15 990	2,21	104,1 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	16 234	2,23 ^r	49	33 102	15 329	2,11	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	16 448	2,25 ^r	41	40 214	15 329	2,10	107,3	7 307,6 ^r
1998-1999	16 396	2,24	38	42 937	15 139	2,06	108,3	7 333,3
Ontario								
1994-1995	41 420	3,83 ^r	30	135 986	40 648	3,75	101,9 ^r	10 827,5 ^r
1995-1996	41 420	3,78 ^r	30	140 010	39 789	3,63	104,1 ^r	10 964,9 ^r
1996-1997	39 402	3,55 ^r	34	114 960	37 207	3,35	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	38 976	3,46 ^r	39	99 245	36 324	3,23	107,3	11 260,4 ^r
1998-1999	36 438	3,19	39	93 764	33 645	2,95	108,3	11 411,5
Manitoba								
1994-1995	3 452	3,07 ^r	46	7 523	3 388	3,01	101,9 ^r	1 123,9 ^r
1995-1996	3 452	3,06 ^r	50	6 857	3 316	2,94	104,1 ^r	1 129,8 ^r
1996-1997	3 312	2,92 ^r	46	7 188	3 128	2,76	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	3 304	2,91 ^r	42	7 862	3 079	2,71	107,3	1 136,8 ^r
1998-1999	3 154	2,77	41	7 662	2 912	2,56	108,3	1 138,9
Saskatchewan								
1994-1995	2 585	2,56	44	5 895	2 537	2,51	101,9 ^r	1 009,7 ^r
1995-1996	2 585	2,55	42	6 094	2 483	2,45	104,1 ^r	1 014,2 ^r
1996-1997	2 503	2,46	41	6 091 ^r	2 364	2,32	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	2 520	2,47	39	6 498	2 349	2,30	107,3	1 022,2 ^r
1998-1999	2 465	2,41	35	7 085	2 276	2,22	108,3	1 024,4
Alberta								
1994-1995	6 586	2,43 ^r	42	15 857	6 463	2,39	101,9 ^r	2 704,9 ^r
1995-1996	6 586	2,40 ^r	52	12 605	6 327	2,31	104,1 ^r	2 739,9 ^r
1996-1997	6 402	2,30 ^r	40	15 867	6 046	2,17	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	6 479	2,28 ^r	46	14 161	6 038	2,13	107,3	2 837,8 ^r
1998-1999	6 441	2,21	44	14 707	5 947	2,04	108,3	2 914,9

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹ – fin

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Colombie-Britannique								
1994-1995	9 159	2,49 ^r	22	41 556	8 988	2,44	101,9 ^r	3 681,8 ^r
1995-1996	9 159	2,42	23	40 440	8 798	2,33	104,1 ^r	3 784,0 ^r
1996-1997	8 899	2,29 ^r	23	39 416	8 404	2,16	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	9 005	2,27 ^r	..	34 197	8 392	2,12	107,3	3 959,3 ^r
1998-1999	8 929	2,23	..	32 688	8 245	2,06	108,3	4 009,9
Territoires du Nord-Ouest²								
1994-1995	1 658	25,43	37	4 534	1 627	24,96	101,9 ^r	65,2 ^r
1995-1996	210	3,15 ^r	5	4 568	202	3,03	104,1 ^r	66,6 ^r
1996-1997	1 658	24,75 ^r	39	4 267 ^r	1 566	23,37	105,9 ^r	67,0 ^r
1997-1998	1 658	24,46 ^r	..	..	1 545	22,79	107,3	67,8 ^r
1998-1999	1 658	24,56	..	..	1 531	22,68	108,3	67,5
Territoire du Yukon²								
1994-1995	427	14,23 ^r	39	1 092	419	13,97	101,9 ^r	30,0 ^r
1995-1996	52	1,68	6	908 ^r	50	1,62	104,1 ^r	30,9 ^r
1996-1997	427	13,40 ^r	49	878 ^r	404	12,65	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	427	13,27 ^r	..	..	398	12,37	107,3	32,2 ^r
1998-1999	427	13,51	..	..	394	12,48	108,3	31,6
Canada								
1994-1995	88 311	3,04 ^r	33	266 650	86 664	2,98	101,9 ^r	29 036,0 ^r
1995-1996	86 488	2,95 ^r	33	263 006 ^r	83 082	2,83	104,1 ^r	29 353,9 ^r
1996-1997	85 000	2,86 ^r	37	232 395 ^r	80 264	2,71	105,9 ^r	29 671,9 ^r
1997-1998	85 000	2,83 ^r	..	..	79 217	2,64	107,3	30 003,9 ^r
1998-1999	81 912	2,70	..	..	75 634	2,50	108,3	30 300,4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle** Une nouvelle entente fédérale/provinciale/territoriale relative aux frais partagés est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1996. Dans le cadre de la nouvelle entente, la formule de financement a été modifiée, et elle tient maintenant compte des montants des revendications historiques ainsi que de la population des provinces/territoires. Les contributions de Justice Canada ne sont plus réparties sur la base des services d'aide juridique pour adultes et pour jeunes contrevenants, mais elles sont calculées globalement. Les données qui suivent représentent les fonds fournis par Justice Canada relativement à des demandes d'indemnisation traitées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants jusqu'en 1995-1996, les contributions fédérales en faveur des adultes et des jeunes ayant été combinées depuis cet exercice.

	1994-1995 \$	1995-1996 \$
Terre-Neuve	272 126	272 126
Ile-du-Prince-Édouard	68 715	68 715 ^a
Nouvelle-Écosse	630 266	630 266
Nouveau-Brunswick	170 619	170 619
Québec	1 341 080	1 341 080
Ontario	6 942 877	6 942 877
Manitoba	609 399	609 399
Saskatchewan	480 576	480 576
Alberta	1 664 895	1 664 895
Colombie-Britannique	1 277 021	1 277 021
Territoires du Nord-Ouest	215 241	215 241
Yukon	52 109	52 109
Canada	13 724 924	13 724 924 ^a

² **Territoires du Nord-Ouest et Territoire du Yukon** La contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle a diminué sensiblement en 1995-1996 parce qu'il n'y a pas eu de contributions pour des adultes. Cela a été entraîné par la conversion de la méthode de paiements en retard d'un an à une méthode de paiements pour l'année en cours pour l'aide juridique en matière criminelle dans les territoires. Le financement des services d'aide juridique dans les territoires inclut l'aide juridique en matière civile par le biais des ententes de partages des coûts.

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Variation en pour- centage	Par habitant	Total	Variation en pour- centage	Par habitant		
	'000 \$	%	\$ '000 \$	%	\$	'000		
Terre-Neuve								
1994-1995	5 728	13	9,97 ^f	5 621	12	9,78	101,9 ^f	574,8 ^f
1995-1996	5 731	--	10,09 ^f	5 505	-2	9,69	104,1 ^f	567,9 ^f
1996-1997	5 545	-3	9,89 ^f	5 236	-5	9,34	105,9 ^f	560,6 ^f
1997-1998	5 524	--	9,96 ^f	5 148	-2	9,29	107,3	554,4 ^f
1998-1999	5 674	3	10,42	5 239	2	9,62	108,3	544,4
Île-du-Prince-Édouard¹								
1994-1995	523	4	3,91 ^f	513	4	3,84	101,9 ^f	133,7 ^f
1995-1996	543	4	4,03 ^f	522	2	3,87	104,1 ^f	134,8 ^f
1996-1997	593	9	4,35 ^f	560	7	4,11	105,9 ^f	136,2 ^f
1997-1998	527	-11	3,85 ^f	491	-12	3,59	107,3	136,8 ^f
1998-1999	543	3	3,98	501	2	3,68	108,3	136,4
Nouvelle-Écosse²								
1994-1995	11 189	1	11,63 ^f	10 980	1	11,41	101,9 ^f	962,3 ^f
1995-1996	11 064	-1	11,93 ^f	10 628	-3	11,46	104,1 ^f	927,7 ^f
1996-1997	10 599	-4	11,38 ^f	10 008	-6	10,75	105,9 ^f	931,2 ^f
1997-1998	10 111	-5	10,82 ^f	9 423	-6	10,08	107,3	934,8 ^f
1998-1999	10 965	8	11,73	10 125	7	10,83	108,3	934,6
Nouveau-Brunswick³								
1994-1995	2 895	-13	3,86 ^f	2 841	-13	3,78	101,9 ^f	750,9 ^f
1995-1996	2 972	3	3,95 ^f	2 855	--	3,80	104,1 ^f	751,8 ^f
1996-1997	3 608	21	4,79 ^f	3 407	19	4,52	105,9 ^f	753,0 ^f
1997-1998	3 551	-2	4,71 ^f	3 309	-3	4,39	107,3	753,9 ^f
1998-1999	4 038	14	5,36	3 729	13	4,95	108,3	753,0
Québec⁴								
1994-1995	119 546	2	16,59 ^f	117 317	2	16,28	101,9 ^f	7 207,3 ^f
1995-1996	120 641	1	16,66 ^f	115 890	-1	16,00	104,1 ^f	7 241,4 ^f
1996-1997	114 238	-5	15,70 ^f	107 873	-7	14,83	105,9 ^f	7 274,0 ^f
1997-1998	108 856	-5	14,90 ^f	101 450	-6	13,88	107,3	7 307,6 ^f
1998-1999	121 180	11	16,52	111 893	10	15,26	108,3	7 333,3
Ontario⁵								
1994-1995	349 435	17	32,27 ^f	342 920	17	31,67	101,9 ^f	10 827,5 ^f
1995-1996	327 294	-6	29,85 ^f	314 403	-8	28,67	104,1 ^f	10 964,9 ^f
1996-1997	250 142	-24	22,53 ^f	236 206	-25	21,28	105,9 ^f	11 100,9 ^f
1997-1998	186 861	-25	16,59 ^f	174 148	-26	15,47	107,3	11 260,4 ^f
1998-1999	217 208	16	19,03	200 561	15	17,58	108,3	11 411,5
Manitoba								
1994-1995	15 211	1	13,53 ^f	14 927	1	13,28	101,9 ^f	1 123,9 ^f
1995-1996	14 959	-2	13,24 ^f	14 370	-4	12,72	104,1 ^f	1 129,8 ^f
1996-1997	15 060	1	13,28 ^f	14 221	-1	12,54	105,9 ^f	1 134,3 ^f
1997-1998	15 747	5	13,85 ^f	14 676	3	12,91	107,3	1 136,8 ^f
1998-1999	15 160	-4	13,31	13 998	-5	12,29	108,3	1 138,9
Saskatchewan⁶								
1994-1995	8 619	--	8,54 ^f	8 458	--	8,38	101,9 ^f	1 009,7 ^f
1995-1996	8 829	2	8,71	8 481	--	8,36	104,1 ^f	1 014,2 ^f
1996-1997	8 909	1	8,74	8 413	-1	8,25	105,9 ^f	1 019,5 ^f
1997-1998	9 560	7	9,35 ^f	8 910	6	8,72	107,3	1 022,2 ^f
1998-1999	10 111	6	9,87	9 336	5	9,11	108,3	1 024,4
Alberta								
1994-1995	25 519	-10	9,43 ^f	25 043	-10	9,26	101,9 ^f	2 704,9 ^f
1995-1996	20 957	-18	7,65 ^f	20 132	-20	7,35	104,1 ^f	2 739,9 ^f
1996-1997	24 445	17	8,79 ^f	23 083	15	8,30	105,9 ^f	2 780,6 ^f
1997-1998	22 342	-9	7,87 ^f	20 822	-10	7,34	107,3	2 837,8 ^f
1998-1999	22 903	3	7,86	21 148	2	7,26	108,3	2 914,9

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Variation en pour- centage	Par habitant	Total	Variation en pour- centage	Par habitant		
	'000 \$	%	\$ '000 \$	%	\$	'000		
Colombie-Britannique⁷								
1994-1995	101 190	--	27,48 ^f	99 303	--	26,97	101,9 ^f	3 681,8 ^f
1995-1996	102 339	1	27,05 ^f	98 308	-1	25,98	104,1 ^f	3 784,0 ^f
1996-1997	96 989	-5	24,98 ^f	91 585	-7	23,59	105,9 ^f	3 882,0 ^f
1997-1998	85 270	-12	21,54 ^f	79 469	-13	20,07	107,3	3 959,3 ^f
1998-1999	80 335	-6	20,03	74 178	-7	18,50	108,3	4 009,9
Territoires du Nord-Ouest⁸								
1994-1995	5 474	5	83,96	5 372	5	82,39	101,9 ^f	65,2 ^f
1995-1996	5 470	--	82,13 ^f	5 255	-2	78,90	104,1 ^f	66,6 ^f
1996-1997	5 126	-6	76,51 ^f	4 840	-8	72,25	105,9 ^f	67,0 ^f
1997-1998	5 397	5	79,60 ^f	5 030	4	74,19	107,3	67,8 ^f
1998-1999	5 207	-4	77,14	4 808	-4	71,23	108,3	67,5
Territoire du Yukon								
1994-1995	1 103	-13	36,77 ^f	1 082	-14	36,08	101,9 ^f	30,0 ^f
1995-1996	1 093	-1	35,37	1 050	-3	33,98	104,1 ^f	30,9 ^f
1996-1997	887	-19	27,81 ^f	838	-20	26,26	105,9 ^f	31,9 ^f
1997-1998	881	-1	27,36 ^f	821	-2	25,50	107,3	32,2 ^f
1998-1999	1 033	17	32,69	954	16	30,18	108,3	31,6
Canada								
1994-1995	646 432	9	22,26 ^f	634 379	8	21,85	101,9 ^f	29 036,0 ^f
1995-1996	621 892	-4	21,19 ^f	597 399	-6	20,35	104,1 ^f	29 353,9 ^f
1996-1997	536 141	-14	18,07 ^f	506 271	-15	17,06	105,9 ^f	29 671,9 ^f
1997-1998	454 627	-15	15,15 ^f	423 697	-16	14,12	107,3	30 003,9 ^f
1998-1999	494 357	9	16,32	456 470	8	15,06	108,3	30 300,4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général fournit le personnel et les fonds nécessaires au régime d'aide juridique. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération du personnel et au paiement des honoraires d'avocats de pratique privée sont traités et payés par la Section de l'administration du ministère. Bon nombre de ces services ne sont pas inclus dans les dépenses au chapitre de l'aide juridique.

² **Nouvelle-Écosse** La méthode de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.

³ **Nouveau-Brunswick** Comprend les coûts des salaires relatifs aux services juridiques, parajuridiques et de soutien pour l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui est administrée par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick. Ces coûts n'avaient pas été inclus dans les recettes pour 1993-1994. Depuis 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui n'était pas compris en entier dans les recettes des années précédentes.

⁴ **Québec** La diminution des dépenses en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique en septembre 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité (qui ont résulté en une réduction du nombre de demandes approuvées).

⁵ **Ontario** Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, «Northern Legal Services», et le «Refugee Law Office». Le financement du gouvernement est strictement plafonné jusqu'à 1998-1999. En 1996, l'Ontario a adopté un système de comptabilité d'exercice.

⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent les comptes créditeurs et les dettes courues qui totalisent :

1994-1995	383 789 \$
1995-1996	400 791 \$
1996-1997	414 292 \$
1998-1998	589 098 \$
1998-1999	889 902 \$

Le personnel offre des services de vulgarisation juridique dans le cadre de leurs fonctions normales.

⁷ **Colombie-Britannique** Les chiffres sont fondés sur une méthode modifiée de comptabilité d'exercice. Le régime loué à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver.

⁸ **Territoires du Nord-Ouest** Les locaux et les services d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus.

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve												
1994-1995	5 728	100	5 728	100	3 553	62	2 175	38	-	-	-	-
1995-1996	5 731	100	5 731	100	3 527	62	2 204	38	-	-	-	-
1996-1997	5 545	100	5 545	100	3 247	59	2 298	41	-	-	-	-
1997-1998	5 524	100	5 524	100	3 363	61	2 161	39	-	-	-	-
1998-1999	5 674	100	5 674	100	3 489	61	2 185	39	-	-	-	-
Île-du-Prince-Édouard¹												
1994-1995	523	100	523	100	399	76	124	24	-	-	..	..
1995-1996	543	100	543	100	410	76	133	24	-	-	..	..
1996-1997	593	100	593	100	464	78	129	22	-	-	..	..
1997-1998	527	100	527	100	396	75	131	25	-	-	..	..
1998-1999	543	94	509	94	380	75	129	25	34	6	..	..
Nouvelle-Écosse												
1994-1995	11 189	95	10 604	95	5 529	52	5 075	48	58	1	527	5
1995-1996	11 064	93	10 311	93	5 163	50	5 148	50	51	--	702	6
1996-1997	10 599	94	9 986	94	5 030	50	4 956	50	51	--	562	5
1997-1998	10 111	93	9 435	93	4 809	51	4 626	49	51	1	625	6
1998-1999	10 965	93	10 241	93	5 291	52	4 950	48	7	--	717	7
Nouveau-Brunswick²												
1994-1995	2 895	76	2 210	76	1 525	69	685	31	87	6	598	21
1995-1996	2 972	80	2 390	80	1 770	74	620	26	87	5	495	17
1996-1997	3 608	86	3 090	86	1 779	58	1 311	42	-	-	518	14
1997-1998	3 551	85	3 026	85	1 680	56	1 346	44	-	-	525	15
1998-1999	4 038	81	3 277	81	1 936	59	1 341	41	-	-	761	19
Québec³												
1994-1995	119 546	92	109 716	92	37 852 ^e	34 ^e	71 864 ^e	66 ^e	772	1	9 058	8
1995-1996	120 641	92	111 201	92	36 418 ^e	33 ^e	74 783 ^e	67 ^e	731	1	8 709	7
1996-1997	114 238	91	104 040 ^e	91	34 541 ^e	33 ^e	69 499 ^e	67 ^e	1 026	1	9 172	8
1997-1998	108 856	88	96 225 ^e	88	35 382 ^e	37 ^e	60 843 ^e	63 ^e	876	1	11 755	11
1998-1999	121 180	75	91 159 ^e	75	32 749 ^e	36 ^e	58 410 ^e	64 ^e	866	1	29 155	24
Ontario⁴												
1994-1995	349 435	88	307 818	88	127 949	42	179 869	58	6 155	2	35 462	10
1995-1996	327 294	87	286 036	87	120 321	42	165 715	58	6 156	2	35 102	11
1996-1997	250 142	83	208 386	83	91 636	44	116 750	56	6 261	3	35 495	14
1997-1998	186 861	79	148 290	79	78 875	53	69 415	47	5 840	3	32 731	18
1998-1999	217 208	81	176 422	81	77 988	44	98 434	56	6 157	3	34 629	16
Manitoba⁵												
1994-1995	15 211	85	12 972	85	6 432	50	6 540	50	340	2	1 899	12
1995-1996	14 959	85	12 745	85	6 620	52	6 125	48	380	3	1 834	12
1996-1997	15 060	84	12 606	84	5 662	45	6 944	55	430	3	2 024	13
1997-1998	15 747	82	12 850	82	6 725	52	6 125	48	392	2	2 505	16
1998-1999	15 160	83	12 541	83	5 558	44	6 983	56	425	3	2 194	14
Saskatchewan⁶												
1994-1995	8 619	93	7 980	93	5 182	65	2 798	35	...	...	639	7
1995-1996	8 829	93	8 180	93	5 336	65	2 844	35	...	...	649	7
1996-1997	8 909	93	8 280	93	5 263	64	3 017	36	...	...	629	7
1997-1998	9 560	91	8 747	91	5 395	62	3 352	38	...	...	813	9
1998-1999	10 111	91	9 230	91	5 788	63	3 442	37	...	...	881	9
Alberta⁷												
1994-1995	25 519	88	22 535	88	15 250	68	7 285	32	...	...	2 984	12
1995-1996	20 957	86	17 940	86	11 766	66	6 174	34	...	...	3 017	14
1996-1997	24 445	88	21 621	88	14 116	65	7 505	35	...	...	2 824	12
1997-1998	22 342	87	19 429	87	12 457	64	6 972	36	...	...	2 913	13
1998-1999	22 903	87	19 857	87	12 926	65	6 931	35	...	...	3 046	13
Colombie-Britannique⁸												
1994-1995	101 190	90	91 331	90	38 820	43	52 511	57	1 753	2	8 106	8
1995-1996	102 339	91	92 776	91	37 919	41	54 857	59	1 864	2	7 699	8
1996-1997	96 989	90	87 411	90	36 657	42	50 754	58	1 808	2	7 770	8
1997-1998	85 270	90	76 751	90	31 611	41	45 140	59	1 515	2	7 004	8
1998-1999	80 335	90	72 293	90	30 278	42	42 015	58	1 655	2	6 387	8

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest⁹												
1994-1995	5 474	50	2 737	2 264	41	473	9
1995-1996	5 470	49	2 694	2 228	41	548	10
1996-1997	5 126	57	2 932	1 639	32	555	11
1997-1998	5 397	44	2 390	1 551	65	839	35	1 638	30	1 369	25	
1998-1999	5 207	29	1 495	782	52	713	48	1 578	30	2 134	41	
Territoire du Yukon												
1994-1995	1 102	83	911	720	79	191	21	-	-	191	17	
1995-1996	1 092	66	718	531	74	187	26	-	-	374	34	
1996-1997	887	74	657	501	76	156	24	-	-	230	26	
1997-1998	881	77	680	484	71	196	29	-	-	201	23	
1998-1999	1 033	77	796	663	83	133	17	-	-	237	23	
Canada												
1994-1995	646 431	89	575 065	..	..	..	..	11 429	2	59 937	9
1995-1996	621 891	89	551 265	..	..	..	..	11 497	2	59 129	10
1996-1997	536 141	87	465 147	..	..	..	..	11 215	2	59 779	11
1997-1998	454 627	84	383 874	182 728	48	201 146	52	10 312	2	60 441	13	
1998-1999	494 357	82	403 494	177 828	44	225 666	56	10 722	2	80 141	16	

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général assure la dotation et le financement du régime. Les achats, les installations, les salaires et le paiement des dépenses des avocats de pratique privée ne sont généralement pas comptabilisés comme des dépenses de l'aide juridique.
- Nouveau-Brunswick** En 1988-1989, le Nouveau-Brunswick a créé un programme d'aide juridique en matière de droit de la famille pour remplacer l'aide juridique en matière civile. En mai 1993, le ministère de la Justice a repris à la Société du Barreau l'administration du programme. On peut y avoir recours pour obtenir et faire exécuter des ordonnances alimentaires, pour demander la modification d'obligations alimentaires, et pour se faire représenter par le ministre de la Santé et des Services communautaires relativement à des demandes de garde; les victimes de violence conjugale peuvent obtenir l'aide du programme relativement à des ordonnances de pensions alimentaires, pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, de garde et de droit de visite, d'ordonnances restrictives et de partage de certains biens. Des services de médiation sont également offerts dans les cas où il n'y a eu aucun abus. En 1993-1994, lorsque le ministère de la Justice s'est chargé de l'administration du programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, les renseignements sur les services et les dépenses du programme n'étaient pas inclus. En 1994-1995 et 1995-1996, ces dépenses étaient comprises en partie dans les chiffres. Depuis 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Les dépenses en matière civile comprennent les dépenses liées aux travailleurs sociaux du ministère de la Justice qui interviennent devant les tribunaux dans des affaires civiles et des affaires relevant du droit de la famille.
- Québec** Les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice pour les avocats salariés (c'est-à-dire que les comptes créditeurs sont pris en considération) et selon la méthode de comptabilité de caisse pour les avocats de pratique privée.
- Ontario** Les dépenses des centres communautaires sont principalement déclarées sous l'aide juridique en matière civile, mais une faible proportion est déclarée sous l'aide juridique en matière criminelle.
- Manitoba** Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles. Une taxe pour la santé et l'éducation est incluse.
- Saskatchewan** Les dépenses des services d'avocats nommés d'office fournis en dehors des heures normales de travail sont incluses dans la catégorie des cabinets d'avocats de pratique privée et sont réparties parmi les affaires criminelles de juridiction fédérale. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur.
- Alberta** Une nouvelle politique de comptabilité a été adoptée au cours de l'exercice financier 1997-1998 permettant de capitaliser les biens immobilisés et de les amortir sur la durée utile des biens.
- Colombie-Britannique** Grâce à une entente avec la ville de Vancouver, l'administration centrale bénéficie d'une réduction de son loyer pour une partie de l'espace qu'elle occupe. Les subventions accordées aux cliniques juridiques communautaires s'élevaient à :

1994-1995	18 055 546 \$
1995-1996	18 055 546 \$ ^e
1996-1997	23 707 468 \$
1998-1998	22 930 477 \$
1998-1999	22 270 575 \$
- Territoires du Nord-Ouest** Les autres dépenses au chapitre des programmes comprennent les sommes dépensées pour le «Keewatin Legal Services Centre», «Maliiganik Tukisiiniakvik», «Mackenzie Court Workers», «Kitikmeot Law Center», et «Beaufort Delta Legal Services». Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire.

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total			Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Affaires criminelles					Affaires civiles										
								Total		Avocats salariés			Avocats de pratique privée			Total		Avocats salariés			Avocats de pratique privée		
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	\$'000	%	'000 \$	%	\$'000	\$'000	%	'000 \$	%	\$'000	\$'000	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve																							
1994-1995	5 728	4 803	84	925	16	3 553	2 964	83	589	17	2 175	1 839	85	336	15								
1995-1996	5 731	4 909	86	822	14	3 527	3 075	87	452	13	2 204	1 834	83	370	17								
1996-1997	5 545	4 949	89	596	11	3 247	2 946	91	301	9	2 298	2 003	87	295	13								
1997-1998	5 524	5 264	95	260	5	3 363	3 206	95	157	5	2 161	2 058	95	103	5								
1998-1999	5 674	5 537	98	137	2	3 489	3 378	97	111	3	2 185	2 159	99	26	1								
Île-du-Prince-Édouard¹																							
1994-1995	523	419	80	104	20	399	325	81	74	19	124	94	76	30	24								
1995-1996	543	430	79	113	21	410	338	82	72	18	133	92	69	41	31								
1996-1997	593	438	74	155	26	464	337	73	127	27	129	101	78	28	22								
1997-1998	527	426	81	101	19	396	341	86	55	14	131	85	65	46	35								
1998-1999	509	441	87	68	13	380	333	88	47	12	129	108	84	21	16								
Nouvelle-Écosse²																							
1994-1995	10 604	7 987	75	2 617	25	5 529	4 291	78	1 238	22	5 075	3 696	73	1 379	27								
1995-1996	10 311	7 916	77	2 395	23	5 163	4 100	79	1 063	21	5 148	3 816	74	1 332	26								
1996-1997	9 986	7 993	80	1 993	20	5 030	4 211	84	819	16	4 956	3 782	76	1 174	24								
1997-1998	9 435	7 571	80	1 864	20	4 809	3 997	83	812	17	4 626	3 574	77	1 052	23								
1998-1999	10 241	8 183	80	2 058	20	5 291	4 395	83	896	17	4 950	3 788	77	1 162	23								
Nouveau-Brunswick³																							
1994-1995	2 210	352	16	1 858	84	1 525	...	...	1 525	100	685	352	51	333	49						
1995-1996	2 390	620	26	1 770	74	1 770	...	...	1 770	100	620	620	100	...	...						
1996-1997	3 090	630	20	2 460	80	1 779	...	...	1 779	100	1 311	630	48	681	52						
1997-1998	3 026	1 034	34	1 992	66	1 680	...	...	1 680	100	1 346	1 034	77	312	23						
1998-1999	3 277	1 029	31	2 248	69	1 936	...	...	1 936	100	1 341	1 029	77	312	23						
Québec																							
1994-1995	109 716	60 102	55	49 614	45	37 852 ^e	16 003 ^e	42 ^e	21 849	58	71 864 ^e	44 099 ^e	61 ^e	27 765	39								
1995-1996	111 201	60 835	55	50 366	45	36 418 ^e	14 360 ^e	39 ^e	22 058	61	74 783 ^e	46 475 ^e	62 ^e	28 308	38								
1996-1997	104 040	58 566	56	45 474	44	34 541 ^e	15 271 ^e	44 ^e	19 270	56	69 499 ^e	43 295 ^e	62 ^e	26 204	38								
1997-1998	96 225	55 039	57	41 186	43	35 382 ^e	18 143 ^e	51 ^e	17 239	49	60 843 ^e	36 896 ^e	61 ^e	23 947	39								
1998-1999	91 159	54 906	60	36 253	40	32 749 ^e	18 168 ^e	55 ^e	14 581	45	58 410 ^e	36 738 ^e	63 ^e	21 672	37								
Ontario																							
1994-1995	307 818	33 078	11	274 740	89	127 949	2 161	2	125 788	98	179 869	30 917	17	148 952	83								
1995-1996	286 036	32 992	12	253 044	88	120 321	2 099	2	118 222	98	165 715	30 893	19	134 822	81								
1996-1997	208 386	33 016	16	175 370	84	91 636	2 372	3	89 264	97	116 750	30 644	26	86 106	74								
1997-1998	148 290	33 092	22	115 198	78	78 875	2 534	3	76 341	97	69 415	30 558	44	38 857	56								
1998-1999	176 422	38 329	22	138 093	78	77 988	2 788	4	75 200	96	98 434	35 541	36	62 893	64								
Manitoba																							
1994-1995	12 972	4 963	38	8 009	62	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1995-1996	12 745	5 386	42	7 359	58	6 620	2 962	45	3 658	55	6 125	2 424	40	3 701	60								
1996-1997	12 606	5 841	46	6 765	54	5 662	2 336	41	3 326	59	6 944	3 505	50	3 439	50								
1997-1998	12 850	6 107	48	6 743	52	6 725	3 264	49	3 461	51	6 125	2 843	46	3 282	54								
1998-1999	12 541	6 155	49	6 386	51	5 558	2 073	37	3 485	63	6 983	4 082	58	2 901	42								
Saskatchewan																							
1994-1995	7 980	7 446	93	534	7	5 182	4 728	91	454	9	2 798	2 718	97	80	3								
1995-1996	8 180	7 686	94	494	6	5 336	4 908	92	428	8	2 844	2 778	98	66	2								
1996-1997	8 280	7 787	94	493	6	5 263	4 856	92	407	8	3 017	2 931	97	86	3								
1997-1998	8 747	8 001	91	746	9	5 395	5 022	93	373	7	3 352	2 979	89	373	11								
1998-1999	9 230	8 447	92	783	8	5 788	5 342 ^e	92	446	8	3 442	3 105 ^e	90	337	10								
Alberta																							
1994-1995	22 535	1 688	7	20 847	93	15 250	1 503	10	13 747	90	7 285	185	3	7 100	97								
1995-1996	17 940	1 620	9	16 320	91	11 766	1 434	12	10 332	88	6 174	186	3	5 988	97								
1996-1997	21 621	1 715	8	19 906	92	14 116	1 527	11	12 589	89	7 505	188	3	7 317	97								
1997-1998	19 429	1 690	9	17 739	91	12 457	1 517	12	10 940	88	6 972	173	2	6 799	98								
1998-1999	19 857	1 832	9	18 025	91	12 926	1 652	13	11 274	87	6 931	180	3	6 751	97								
Colombie-Britannique																							
1994-1995	91 331	20 337	22	70 994	78	38 820	6 742	17	32 078	83	52 511	13 595	26	38 916	74								
1995-1996	92 776	26 933	29	65 843	71	37 919	8 530	22	29 389	78	54 857	18 403	34	36 454	66								
1996-1997	87 411	24 985	29	62 426	71	36 657	7 927	22	28 730	78	50 754	17 058	34	33 696	66								
1997-1998	76 751	24 002	31	52 749	69	31 611	7 973	25	23 638	75	45 140	16 029	36	29 111	64								
1998-1999	72 293	24 541	34	47 752	66	30 278	8 098	27	22 180	73	42 015	16 443	39	25 572	61								
Territoires du Nord-Ouest																							
1994-1995	2 737	342	12	2 395	88	...	...	...	1 769	...	...	...	...	626	...	
1995-1996	2 694	499	19	2 195	81	...	...	...	1 551	...	...	...	...	644	...	
1996-1997	2 932	676	23	2 256	77	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1997-1998	2 390	...	...	...	...	1 551	...	...	...	...	839	...	...	...	...				
1998-1999	1 495	...	...	...	...	782	...	...	...	...	713	...	...	...	...				

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Affaires criminelles					Affaires civiles						
							Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoire du Yukon																		
1994-1995	911	19	172	19	739	81	720	131	18	589	82	191	41	21	150	79		
1995-1996	718	25	177	25	541	75	531	150	28	381	72	187	27	14	160	86		
1996-1997	657	44	289	44	368	56	501	252	50	249	50	156	37	24	119	76		
1997-1998	680	62	421	62	259	38	484	300	62	184	38	196	121	62	75	38		
1998-1999	796	55	434	55	362	45	663	376	57	287	43	133	58	44	75	56		
Canada																		
1994-1995	575 065	25	141 689	25	433 376	75	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	551 265	27	150 003	27	401 262	73	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	465 147	32	146 885	32	318 262	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	383 874	..	..	..	..	..	182 728	..	..	..	..	201 146	..	..	..	..	..	..
1998-1999	403 494	..	..	..	..	..	177 828	..	..	..	..	225 666	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouvelle-Écosse** En 1998-1999, les paiements aux avocats nommés d'office sont compris aux dépenses des avocats de pratique privée.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent rapport, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés				
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
			%		%			%		%			%		%
Terre-Neuve															
1994-1995	86	41	48	45	52	41	41	100	-	-	45	-	-	45	100
1995-1996	83	37	45	46	55	45	37	82	8	18	38	-	-	38	100
1996-1997	96	45	47	51	53	..	45	..	..	..	..	-	-	..	..
1997-1998	102	40	39	62	61	62	40	65	22	35	40	-	-	40	100
1998-1999	90	44	49	46	51	90	44	49	46	51	-	-	-	-	-
Île-du-Prince-Édouard¹															
1994-1995	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1995-1996	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1996-1997	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1997-1998	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1998-1999	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
Nouvelle-Écosse²															
1994-1995	127	66	52	61	48	69	66	96	3	4	58	-	-	58	100
1995-1996	122	62	51	60	49	65	62	95	3	5	57	-	-	57	100
1996-1997	124	63	51	61	49	62	62	100	-	-	62	1	2	61	98
1997-1998	119	66	55	53	45	65	65	100	-	-	54	1	2	53	98
1998-1999	120	66	55	54	45	64	64	100	-	-	56	2	4	54	96
Nouveau-Brunswick³															
1994-1995	24	10	42	14	58	11	9	82	2	18	13	1	8	12	92
1995-1996	23	9	39	14	61	10	8	80	2	20	13	1	8	12	92
1996-1997	35	9	26	26	74	23	8	35	15	65	12	1	8	11	92
1997-1998	35	9	26	26	74	21	9	43	12	57	14	-	-	14	100
1998-1999	35	9	26	26	74	8	8	100	-	-	27	1	4	26	96
Québec⁴															
1994-1995	992	394	40	598	60	409	363	89	46	11	583	31	5	552	95
1995-1996	1 001	405	40	596	60	424	379	89	45	11	577	26	5	551	95
1996-1997	963	389	40	574	60	402	363	90	39	10	561	26	5	535	95
1997-1998	854	362	42	492	58	349	333	95	16	5	505	29	6	476	94
1998-1999	802	342	43	460	57	328	313	95	15	5	474	29	6	445	94
Ontario⁵															
1994-1995	1 057	300	28	757	72	338	214	63	124	37	719	86	12	633	88
1995-1996	911	304	33	607	67	340	217	64	123	36	571	87	15	484	85
1996-1997	949	302	32	647	68	329	213	65	116	35	620	89	14	531	86
1997-1998	958	308	32	650	68	336	224	67	112	33	622	84	14	538	86
1998-1999	950	308	32	642	68	334	222	66	112	34	616	86	14	530	86
Manitoba															
1994-1995	106	40	38	66	62	41	35	85	6	15	65	5	8	60	92
1995-1996	119	47	39	72	61	54	42	78	12	22	65	5	8	60	92
1996-1997	120	47	39	73	61	55	42	76	13	24	65	5	8	60	92
1997-1998	129	47	36	82	64	57	41	72	16	28	72	6	8	66	92
1998-1999	136	50	37	86	63	64	42	66	22	34	72	8	11	64	89
Saskatchewan															
1994-1995	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1995-1996	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1996-1997	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1997-1998	132	61	46	71	54	81	60	74	21	26	51	1	2	50	98
1998-1999	132	63	48	69	52	83	62	75	21	25	49	1	2	48	98
Alberta															
1994-1995	128	23	18	105	82	20	20	100	...	...	108	3	3	105	97
1995-1996	127	25	20	102	80	22	22	100	...	...	105	3	3	102	97
1996-1997	122	24	20	98	80	21	21	100	...	...	101	3	3	98	97
1997-1998	121	23	19	98	81	20	20	100	...	...	101	3	3	98	97
1998-1999	128	29	23	99	77	26	26	100	...	...	102	3	3	99	97
Colombie-Britannique															
1994-1995	316	83	26	233	74	181	63	35	118	65	135	20	15	115	85
1995-1996	391	73	19	318	81	195	67	34	128	66	196	6	3	190	97
1996-1997	344	84	24	260	76	198	65	33	133	67	146	19	13	127	87
1997-1998	368	81	22	287	78	187	77	41	110	59	181	4	2	177	98
1998-1999	331	84	25	247	75	181	80	44	101	56	150	4	3	146	97

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars – fin

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs				Autres employés					
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
			%		%			%		%			%		%
Territoires du Nord-Ouest⁶															
1994-1995	39	8	21	31	79	32	7	22	25	78	7	1	14	6	86
1995-1996	40	9	23	31	78	33	8	24	25	76	7	1	14	6	86
1996-1997	34	8	24	26	76	26	7	27	19	73	8	1	13	7	88
1997-1998	44	9	20	35	80	29	8	28	21	72	15	1	7	14	93
1998-1999	51	11	22	40	78	35	11	31	24	69	16	-	-	16	100
Territoire du Yukon⁷															
1994-1995	10	4	40	6	60	6	4	67	2	33	4	-	-	4	100
1995-1996	5	2	40	3	60	2	2	100	-	-	3	-	-	3	100
1996-1997	7	4	57	3	43	4	3	75	1	25	3	1	33	2	67
1997-1998	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1998-1999	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
Canada															
1994-1995	3 023	1 034	34	1 989	66	1 234	886	72	348	28	1 789	148	8	1 641	92
1995-1996	2 960	1 038	35	1 922	65	1 276	908	71	368	29	1 684	130	8	1 554	92
1996-1997	2 932	1 040	35	1 892	65	..	893	..	..	..	..	147	..	..	..
1997-1998	2 878	1 015	35	1 863	65	1 217	885	73	332	27	1 661	130	8	1 531	92
1998-1999	2 791	1 015	36	1 776	64	1 223	880	72	343	28	1 568	135	9	1 433	91

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le total ne comprend ni les remplaçants des employés de bureau en congé annuel ni les suppléants occasionnels. Les commis de paye, de comptabilité et autre personnel administratif de la province sont exclus.

² **Nouvelle-Écosse** Les non-avocats assurant des services juridiques directs comprenaient les stagiaires en droit, les agents de liaison auprès des prisonniers, les travailleurs communautaires, le personnel administratif (non-avocats) et de soutien. «Les autres employés» désignent le personnel administratif.

³ **Nouveau-Brunswick** Les ressources en personnel consacrées à divers autres mécanismes de règlement de différends ne sont pas incluses dans les totaux figurant dans ce tableau. Les données pour les non-avocats avant 1996-1997 ont été sous-estimées.

⁴ **Québec** Les stagiaires et techniciens judiciaires affectés au service à la clientèle sont classés comme professionnels non-avocats assurant des services directs. Les cadres avocats avec fonctions administratives sont classés comme avocats dans «Autres employés».

⁵ **Ontario** Comprend le personnel des cliniques communautaires :

	Avocats	Techniciens	Soutien
1994-1995	178	115	152
1995-1996	178	115	152
1996-1997	173	111	148
1997-1998	176	109	151
1998-1999	176	109	151

Le ministère des Services sociaux et communautaires fournit ces ressources supplémentaires.

⁶ **Territoires du Nord-Ouest** Comprend le personnel des cliniques de Keewatin Legal Services Centre de Maliiganik Tukisiiniakvik, Mackenzie Court Workers, Kitikmeot Law Center, et Beaufort Delta Legal Services.

⁷ **Territoire du Yukon** Comprend le personnel permanent et temporaire.

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau ¹	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés
		Total	Pourcentage	Total	Total
			%		
Terre-Neuve²					
1994-1995	439	247	56	206	41
1995-1996	538	195	36	158	37
1996-1997	430	120	28	75	45
1997-1998	435	55	13	15	40
1998-1999	439	59	13	15	44
Île-du-Prince-Édouard					
1994-1995	143	38	27	34	4
1995-1996	136	24	18	20	4
1996-1997	142	38	27	34	4
1997-1998	148	36	24	32	4
1998-1999	156	25	16	21	4
Nouvelle-Écosse					
1994-1995	1 171	..	..	..	66
1995-1996	1 208	401	33	339	62
1996-1997	1 154	376	33	313	63
1997-1998	1 442	380	26	314	66
1998-1999	1 567	368	23	302	66
Nouveau-Brunswick³					
1994-1995	1 133	215	19	205	10
1995-1996	1 117	250	22	241	9
1996-1997	1 172	267	23	258	9
1997-1998	1 239	386	31	377 ^e	9
1998-1999	993	319	32	310	9
Québec⁴					
1994-1995	19 600	4 559	23	4 165	394
1995-1996	14 260	4 594	32	4 189	405
1996-1997	13 128	4 405	34	4 016	389
1997-1998	13 407	3 744	28	3 382	362
1998-1999	14 357	3 172	22	2 830	342
Ontario⁵					
1994-1995	16 801	6 565	39	6 265	300
1995-1996	16 513	6 485	39	6 181	304
1996-1997	16 396	6 028	37	5 726	302
1997-1998	17 144	5 319	31	5 011	308
1998-1999	17 220	5 353	31	5 045	308
Manitoba					
1994-1995	1 677	589	35	549	40
1995-1996	1 671	586	35	539	47
1996-1997	1 698	581	34	534	47
1997-1998	1 711	541	32	494	47
1998-1999	1 474	594	40	544	50
Saskatchewan					
1994-1995	1 035	163	16	102	61
1995-1996	1 039	187	18	126	61
1996-1997	1 054	175	17	114	61
1997-1998	1 075	230	21	169	61
1998-1999	1 349	261	19	198	63
Alberta⁶					
1994-1995	5 644	1 351	24	1 328	23
1995-1996	5 872	1 247	21	1 222	25
1996-1997	6 011	2 001	33	1 977	24
1997-1998	6 176	1 395	23	1 372	23
1998-1999	5 156	1 228	24	1 199	29

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés
		Total	Pourcentage	Total	Total
			%		
Colombie-Britannique					
1994-1995	6 344	2 083	33	2 000	83
1995-1996	7 948	1 994	25	1 921	73
1996-1997	8 216	1 907	23	1 823	84
1997-1998	6 966	1 743	25	1 662	81
1998-1999	6 895	1 718	25	1 634	84
Territoires du Nord-Ouest					
1994-1995	268	60	22	52	8
1995-1996	277	65	23	56	9
1996-1997	279	53	19	45	8
1997-1998	287	64	22	55	9
1998-1999	244	56	23	45	11
Territoire du Yukon					
1994-1995	193	27	14	23	4
1995-1996	163	25	15	23	2
1996-1997	155	14	9	10	4
1997-1998	155	29	19	24	5
1998-1999	171	25	15	20	5
Canada					
1994-1995	54 448	15 897	29	14 929	1 034
1995-1996	50 742	16 053	32	15 015	1 038
1996-1997	49 835	15 965	32	14 925	1 040
1997-1998	50 185	13 922	28	12 907	1 015
1998-1999	50 021	13 178	26	12 163	1 015

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ Les données sur le nombre des membres du Barreau sont fournies par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et représentent les avocats en assurés et en exercice. Les données sont basées sur le compte à la fin de décembre de chaque année.
- ² **Terre-Neuve** La baisse du nombre d'avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique tient en partie à la mise sur pied d'un bureau de règlement des conflits en 1996. Ce bureau réunit des avocats payés par l'aide juridique, mais il est techniquement distinct des bureaux de l'aide juridique.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les données pour 1997-1998 comprennent les avocats actifs de pratique privée, qui ont fourni des services d'aide juridique dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, à titre d'avocats nommés d'office ou d'avocats suppléants. Outre le total, 168 avocats de pratique privée ont fait fonction de remplaçants en vertu d'un contrat signé avec le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.
- ⁴ **Québec** Comprend les avocats et les notaires. Les chiffres pour 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents.
- ⁵ **Ontario** Sont exclus les avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office. Avant 1997-1998, le nombre total d'avocats de pratique privée pour l'Ontario ne comprend pas les avocats travaillant pour des entreprises. Ces avocats sont inclus dans les données de 1997-1998. Les données pour 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents. Ces avocats comptent pour moins de 1 % de tous les avocats qui exercent en Ontario.
- ⁶ **Alberta** Depuis le 1^{er} septembre 1994, des avocats salariés (à Calgary et Edmonton) assurent des services d'avocats nommés d'office. Ils offrent également des services aux jeunes.

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Pourcentage de variation	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total
		%		%	%		%	%
Terre-Neuve								
1994-1995	16 039	7	8 972	7	56	7 067	7	44
1995-1996	16 485	3	9 276	3	56	7 209	2	44
1996-1997	18 097	10	10 151	9	56	7 946	10	44
1997-1998	15 648	-14	9 069	-11	58	6 579	-17	42
1998-1999	14 553 ^e	-7	8 435 ^e	-7	58	6 118 ^e	-7	42
Nouvelle-Écosse								
1994-1995	25 025	-2	11 891	-1	48	13 134	-3	52
1995-1996	23 263	-7	11 491	-3	49	11 772	-10	51
1996-1997	21 661	-7	11 649	1	54	10 012	-15	46
1997-1998	20 684	-5	11 499	-1	56	9 185	-8	44
1998-1999	19 734	-5	11 449	--	58	8 285	-10	42
Nouveau-Brunswick²								
1994-1995	2 583	-14	2 389	-15	92	194	3	8
1995-1996	2 440	-6	2 292	-4	94	148	-24	6
1996-1997	2 522	3	2 338	2	93	184	24	7
1997-1998	5 454	116	2 436	4	45	3 018	1 540	55
1998-1999	5 055	-7	1 969	-19	39	3 086	2	61
Québec								
1994-1995	331 240	1	126 635	-4	38	204 605	4	62
1995-1996	331 043	--	122 469	-3	37	208 574	2	63
1996-1997	284 537	-14	102 871	-16	36	181 666	-13	64
1997-1998	261 269	-8	96 917	-6	37	164 352	-10	63
1998-1999	258 763	-1	95 209	-2	37	163 554	--	63
Ontario								
1994-1995	487 143	-7	..	..	..	..	..	..
1995-1996	386 001	-21	..	..	..	..	..	..
1996-1997	307 315	-20	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	1	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	12	..	..	..	..	..	..
Manitoba³								
1994-1995	31 259	-9	..	..	..	..	..	..
1995-1996	30 978	-1	17 852	..	58	13 126	..	42
1996-1997	23 867	-23	12 592	-29	53	11 275	-14	47
1997-1998	22 308	-7	11 429	-9	51	10 879	-4	49
1998-1999	22 155	-1	11 572	1	52	10 583	-3	48
Saskatchewan								
1994-1995	24 049	2	17 110	2	71	6 939	3	29
1995-1996	23 186	-4	16 885	-1	73	6 301	-9	27
1996-1997	23 027	-1	16 560	-2	72	6 467	3	28
1997-1998	23 618	3	17 662	7	75	5 956	-8	25
1998-1999	23 981	2	17 985	2	75	5 996	1	25
Alberta								
1994-1995	36 334	-14	26 599	-13	73	9 735	-15	27
1995-1996	34 971	-4	25 352	-5	72	9 619	-1	28
1996-1997	35 659	2	25 076	-1	70	10 583	10	30
1997-1998	35 713	--	24 802	-1	69	10 911	3	31
1998-1999	39 409	10	27 370	10	69	12 039	10	31
Colombie-Britannique⁴								
1994-1995	120 916	-4	51 803	-6	43	69 113	-4	57
1995-1996	122 824	2	55 250	7	45	67 574	-2	55
1996-1997	103 406	-16	44 974	-19	43	58 432	-14	57
1997-1998	102 336	-1	41 697	-7	41	60 639	4	59
1998-1999	99 331	-3	39 523	-5	40	59 808	-1	60

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Pourcentage de variation	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total
		%		%	%		%	%
Territoires du Nord-Ouest⁵								
1994-1995	3 311	2	2 410	-2	73	901	15	27
1995-1996	2 919	-12	1 990	-17	68	929	3	32
1996-1997	2 889	-1	1 972	-1	68	917	-1	32
1997-1998	2 196	-24	1 167	-41	53	1 029	12	47
1998-1999	1 752	-20	802	-31	46	950	-8	54
Territoire du Yukon⁶								
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	1 467	..	1 117	..	76	350	..	24
1996-1997	1 471	--	1 130	1	77	341	-3	23
1997-1998	1 176	-20	739	-35	63	437	28	37
1998-1999	1 186	1	743	1	63	443	1	37
Canada								
1994-1995	1 077 899	-4	..	..	..	..	..	..
1995-1996	975 577	-9	..	..	..	..	..	..
1996-1997	824 451	-15	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	-3	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	4	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Terre-Neuve	126	260	131	114	..
Nouvelle-Écosse	174	153	105	121	113
Nouveau-Brunswick	..	..	..	..	44
Québec	14 371	15 181	10 815	8 530	8 889
Saskatchewan	45	33	16	24	36
Alberta	222	261	195	252	187
Colombie-Britannique	..	..	..	..	840
Territoires du Nord-Ouest	91	80	52	28	15

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées. Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée). En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.

⁶ **Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total	Pourcentage de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants	Population
		%			%	%			%	%		'000
Terre-Neuve¹												
1994-1995	9 568	6	17	6 594	4	69	11	2 974	12	31	5	574,8 ^f
1995-1996	9 969	4	18 ^f	7 095	8	71	12	2 874	-3	29	5	567,9 ^f
1996-1997	10 880	9	19	7 823	10	72	14	3 057	6	28	5	560,6 ^f
1997-1998	9 838	-10	18	7 173	-8	73	13	2 665	-13	27	5	554,4 ^f
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	544,4
Île-du-Prince-Édouard												
1994-1995	1 254	-2	9	1 165	-3	93	9	89	29	7	1	133,7 ^f
1995-1996	1 103	-12	8	1 028	-12	93	8	75	-16	7	1	134,8 ^f
1996-1997	1 210	10	9	1 134	10	94	8	76	1	6	1	136,2 ^f
1997-1998	1 274	5	9	1 193	5	94	9	81	7	6	1	136,8 ^f
1998-1999	1 098	-14	8	1 019	-15	93	7	79	-2	7	1	136,4
Nouvelle-Écosse												
1994-1995	19 484	--	20 ^f	10 160	1	52	11	9 324	--	48	10	962,3 ^f
1995-1996	18 067	-7	19	9 729	-4	54	10	8 338	-11	46	9	927,7 ^f
1996-1997	16 529	-9	18	9 737	--	59	10	6 792	-19	41	7	931,2 ^f
1997-1998	15 744	-5	17	9 718	--	62	10	6 026	-11	38	6	934,8 ^f
1998-1999	14 575	-7	16	8 996	-7	62	10	5 579	-7	38	6	934,6
Nouveau-Brunswick²												
1994-1995	1 576	-29	2	1 444	-32	92	2	132	47	8	--	750,9 ^f
1995-1996	1 550	-2	2	1 433	-1	92	2	117	-11	8	--	751,8 ^f
1996-1997	1 629	5	2	1 487	4	91	2	142	21	9	--	753,0 ^f
1997-1998	3 932	141	5	1 400	-6	36	2	2 532	1,683	64	3	753,9 ^f
1998-1999	3 965	1	5	1 278	-9	32	2	2 687	6	68	4	753,0
Québec³												
1994-1995	302 184	1	42 ^f	119 723	-5	40	17 ^f	182 461	5	60	25	7 207,3 ^f
1995-1996	302 155	--	42 ^f	115 812	-3	38	16	186 343	2	62	26 ^f	7 241,4 ^f
1996-1997	240 178	-21	33 ^f	85 651	-26	36	12	154 527	-17	64	21	7 274,0 ^f
1997-1998	214 254	-11	29	77 071	-10	36	11 ^f	137 183	-11	64	19 ^f	7 307,6 ^f
1998-1999	216 790	1	30	78 084	1	36	11	138 706	1	64	19	7 333,3
Ontario												
1994-1995	219 516	-13	20	91 235	-15	42	8	128 281	-11	58	12	10 827,5 ^f
1995-1996	172 655	-21	^f	73 464	-19	43	7	99 191	-23	57	9	10 964,9 ^f
1996-1997	111 889	-35	10	51 347	-30	46	5	60 542	-39	54	5	11 100,9 ^f
1997-1998	115 620	3	10	54 890	7	47	5	60 730	--	53	5	11 260,4 ^f
1998-1999	131 512	14	12	61 250	12	47	5	70 262	16	53	6	11 411,5
Manitoba												
1994-1995	22 687	-12	20	12 477	-17	55	11	10 210	-5	45	9	1 123,9 ^f
1995-1996	22 464	-1	20	12 583	1	56	11	9 881	-3	44	9	1 129,8 ^f
1996-1997	18 349	-18	16	9 283	-26	51	8	9 066	-8	49	8	1 134,3 ^f
1997-1998	17 009	-7	15	7 959	-14	47	7	9 050	--	53	8	1 136,8 ^f
1998-1999	17 306	2	15	8 580	8	50	8	8 726	-4	50	8	1 138,9
Saskatchewan												
1994-1995	22 668	2	22	16 184	1	71	16	6 484	3	29	6	1 009,7 ^f
1995-1996	21 651	-4	21	15 832	-2	73	16	5 819	-10	27	6	1 014,2 ^f
1996-1997	21 484	-1	21	15 515	-2	72	15	5 969	3 ^f	28	6	1 019,5 ^f
1997-1998	21 980	2	22	16 550	7	75	16	5 430	-9	25	5	1 022,2 ^f
1998-1999	22 401	2	22	16 971	3	76	17	5 430	-	24	5	1 024,4
Alberta												
1994-1995	28 367	-16	10	21 964	-14	77	8	6 403	-20	23	2	2 704,9 ^f
1995-1996	26 915	-5	10	20 463	-7	76	7	6 452	1	24	2	2 739,9 ^f
1996-1997	28 014	4	10	20 853	2	74	7	7 161	11	26	3	2 780,6 ^f
1997-1998	28 316	1	10	20 646	-1	73	7	7 670	7	27	3	2 837,8 ^f
1998-1999	30 294	7	10	22 253	8	73	8	8 041	5	27	3	2 914,9
Colombie-Britannique⁴												
1994-1995	70 158	-3	19	35 835	-15	51	10	34 323	12	49	9	3 681,8 ^f
1995-1996	61 881	-12	16	..	..	..	..	..	..	..	..	3 784,0 ^f
1996-1997	56 018	-9	14	31 226	..	56	8	24 792	..	44	6	3 882,0 ^f
1997-1998	51 871	-7	13	28 702	-8	55	7	23 169	-7	45	6	3 959,3 ^f
1998-1999	50 738	-2	13	28 043	-2	55	7	22 695	-2	45	6	4 009,9

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total	Pourcentage de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants	Population
		%			%	%			%	%		'000
Territoires du Nord-Ouest⁵												
1994-1995	2 584	-7	40	2 042	-7	79	31	542	-7	21	8	65,2 ^f
1995-1996	2 854	10	43	2 368	16	83	36	486	-10	17	7	66,6 ^f
1996-1997	2 007	-30	30	1 595	-33	79	24	412	-15	21	6	67,0 ^f
1997-1998	1 321	-34	19 ^f	870	-45	66	13	451	9	34	7	67,8 ^f
1998-1999	1 131	-14	17	660	-24	58	10	471	4	42	7	67,5
Territoire du Yukon⁶												
1994-1995	1 255	-16	42	973	-13	78	32 ^f	282	-25	22	9	30,0 ^f
1995-1996	1 478	18	48	1 164	20	79	38	314	11	21	10	30,9 ^f
1996-1997	1 372	-7	43 ^f	1 079	-7	79	34	293	-7	21	9	31,9 ^f
1997-1998	1 045	-24	32 ^f	693	-36	66	22	352	20	34	11	32,2 ^f
1998-1999	1 032	-1	33	685	-1	66	22	347	-1	34	11	31,6
Canada⁷												
1994-1995	701 301	-5	24	319 796	-9	46	11	381 505	-1	54	13	29 036,0 ^f
1995-1996	642 742	-8	22	..	..	..	..	..	..	..	..	29 353,9 ^f
1996-1997	509 559	-21	17	236 730	..	46	8	272 829	..	54	9	29 671,9 ^f
1997-1998	482 204	-5	16	226 865	-4	47	8 ^f	255 339	-6	53	9 ^f	30 003,9 ^f
1998-1999	490 842	2	16	227 819	..	46	8	263 023	3	54	9	30 300,4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nouvelle-Écosse	2 599	2 243	2 352	2 228	1 644
Nouveau-Brunswick	..	..	..	9 875	..
Ontario	207 300	184 609	159 590	167 538	177 493
Manitoba	20 990	20 188	21 917	19 421	23 108
Saskatchewan	8 726	7 769	7 061	6 483	6 210
Colombie-Britannique	..	41 495	26 639	26 269	23 735

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile (total et nombre de demandes approuvées) pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes présentées depuis 1994-1995 ne comprennent pas les cas visés par le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée).
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total				Total				Total						
	Total des demandes approuvées				Affaires criminelles				Affaires civiles						
	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée				
	Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total	Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Nombre	Pourcentage des affaires civiles approuvées	Nombre	Pourcentage des affaires civiles approuvées					
		%	%	%	%	%	%	%	%						
Terre-Neuve¹															
1994-1995	9 568	..	..	..	6 594	..	..	..	2 974	..	..	..
1995-1996	9 969	..	..	..	7 095	..	..	..	2 874	..	..	..
1996-1997	10 880	..	..	..	7 823	..	..	..	3 057	..	..	..
1997-1998	9 838	..	..	..	7 173	..	..	..	2 665	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard²															
1994-1995	1 254	1 146 ^e	91 ^e	108 ^e	9 ^e	1 165	1 078 ^e	93 ^e	87 ^e	7 ^e	89	68	76	21	24
1995-1996	1 103	1 016 ^e	92 ^e	87 ^e	8 ^e	1 028	954 ^e	93 ^e	74 ^e	7 ^e	75	62	83	13	17
1996-1997	1 210	991 ^e	82 ^e	219 ^e	18 ^e	1 134	940 ^e	83 ^e	194 ^e	17 ^e	76	51	67	25	33
1997-1998	1 274	1 127 ^e	88 ^e	147 ^e	12 ^e	1 193	1 077 ^e	90 ^e	116 ^e	10 ^e	81	50	62	31	38
1998-1999	1 098	992	90	106	10	1 019	935	92	84	8	79	57	72	22	28
Nouvelle-Écosse															
1994-1995	19 484	15 899	82	3 585	18	10 160	8 988	88	1 172	12	9 324	6 911	74	2 413	26
1995-1996	18 067	15 059	83	3 008	17	9 729	8 805	91	924	9	8 338	6 254	75	2 084	25
1996-1997	16 529	14 129	85	2 400	15	9 737	8 932	92	805	8	6 792	5 197	77	1 595	23
1997-1998	15 744	13 501	86	2 243	14	9 718	8 904	92	814	8	6 026	4 597	76	1 429	24
1998-1999	14 575	12 095	83	2 480	17	8 996	7 959	88	1 037	12	5 579	4 136	74	1 443	26
Nouveau-Brunswick³															
1994-1995	1 576	..	..	1 576	100	1 444	..	..	1 444	100	132	..	..	132	100
1995-1996	1 550	..	..	1 550	100	1 433	..	..	1 433	100	117	..	..	117	100
1996-1997	1 629	..	..	1 629	100	1 487	..	..	1 487	100	142	..	..	142	100
1997-1998	3 932	1 183	30	2 749	70	1 400	..	..	1 400	100	2 532	1 183	47	1 349	53
1998-1999	3 965	1 253	32	2 712	68	1 278	..	..	1 278	100	2 687	1 253	47	1 434	53
Québec															
1994-1995	302 184	157 244	52	144 940	48	119 723	55 980	47	63 743	53	182 461	101 264	55	81 197	45
1995-1996	302 155	157 588	52	144 567	48	115 812	54 142	47	61 670	53	186 343	103 446	56	82 897	44
1996-1997	240 178	127 969	53	112 209	47	85 651	39 684	46	45 967	54	154 527	88 285	57	66 242	43
1997-1998	214 254	105 836	49	108 418	51	77 071	29 325	38	47 746	62	137 183	76 511	56	60 672	44
1998-1999	216 790	103 733	48	113 057	52	78 084	28 760	37	49 324	63	138 706	74 973	54	63 733	46
Ontario															
1994-1995	219 516	36 056	16	183 460	84	91 235	..	..	91 235	100	128 281	36 056	28	92 225	72
1995-1996	172 655	37 473	22	135 182	78	73 464	..	..	73 464	100	99 191	37 473	38	61 718	62
1996-1997	111 889	37 097	33	74 792	67	51 347	..	..	51 347	100	60 542	37 097	61	23 445	39
1997-1998	115 620	32 409	28	83 211	72	54 890	..	..	54 890	100	60 730	32 409	53	28 321	47
1998-1999	131 512	29 365	22	102 147	78	61 250	..	..	61 250	100	70 262	29 365	42	40 897	58
Manitoba															
1994-1995	22 687	6 979	31	15 708	69	12 477	3 975	32	8 502	68	10 210	3 004	29	7 206	71
1995-1996	22 464	6 907	31	15 557	69	12 583	3 848	31	8 735	69	9 881	3 059	31	6 822	69
1996-1997	18 349	5 253	29	13 096	71	9 283	2 086	22	7 197	78	9 066	3 167	35	5 899	65
1997-1998	17 009	4 664	27	12 345	73	7 959	1 550	19	6 409	81	9 050	3 114	34	5 936	66
1998-1999	17 306	4 806	28	12 500	72	8 580	1 633	19	6 947	81	8 726	3 173	36	5 553	64
Saskatchewan															
1994-1995	22 668	22 336	99	332	1	16 184	15 958	99	226	1	6 484	6 378	98	106	2
1995-1996	21 651	21 310	98	341	2	15 832	15 590	98	242	2	5 819	5 720	98	99	2
1996-1997	21 484	21 047	98	437	2	15 515	15 234	98	281	2	5 969	5 813	97	156	3
1997-1998	21 980	20 789	95	1 191	5	16 550	16 247	98	303	2	5 430	4 542	84	888	16
1998-1999	22 401	21 251	95	1 150	5	16 971	16 604	98	367	2	5 430	4 647	86	783	14
Alberta															
1994-1995	28 367	3 138	11	25 229	89	21 964	2 965	13	18 999	87	6 403	173	3	6 230	97
1995-1996	26 915	2 717	10	24 198	90	20 463	2 584	13	17 879	87	6 452	133	2	6 319	98
1996-1997	28 014	2 846	10	25 168	90	20 853	2 731	13	18 122	87	7 161	115	2	7 046	98
1997-1998	28 316	2 915	10	25 401	90	20 646	2 845	14	17 801	86	6 670	70	1	7 600	99
1998-1999	30 294	2 823	9	27 471	91	22 253	2 748	12	19 505	88	8 041	75	1	7 966	99
Colombie-Britannique⁴															
1994-1995	70 158	22 629	32	47 529	68	35 835	8 014	22	27 821	78	34 323	14 615	43	19 708	57
1995-1996	61 881	12 967	21	48 914	79	..	..	..	30 203	..	..	..	..	18 711	..
1996-1997	56 018	12 939	23	43 079	77	31 226	5 251	17	25 975	83	24 792	7 688	31	17 104	69
1997-1998	51 871	13 311	26	38 560	74	28 702	4 623	16	24 079	84	23 169	8 688	37	14 481	63
1998-1999	50 738	12 905	25	37 833	75	28 043	4 793	17	23 250	83	22 695	8 112	36	14 583	64
Territoires du Nord-Ouest⁵															
1994-1995	2 584	634	25	1 950	75	2 042	625	31	1 417	69	542	9	2	533	98
1995-1996	2 854	566	20	2 288	80	2 368	547	23	1 821	77	486	19	4	467	96
1996-1997	2 007	433	22	1 574	78	1 595	430	27	1 165	73	412	3	1	409	99
1997-1998	1 321	241	18	1 080	82	870	234	27	636	73	451	7	2	444	98
1998-1999	1 131	409	36	722	64	660	262	40	398	60	471	147	31	324	69

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total	Total des demandes approuvées				Total	Affaires criminelles				Total	Affaires civiles			
	Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total	Nombre		Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Nombre	Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Nombre		Pourcentage des affaires civiles approuvées	Nombre	Pourcentage des affaires civiles approuvées	
															Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage des affaires civiles approuvées
			%		%			%		%			%		%
Territoire du Yukon⁶															
1994-1995	1 255	470	37	785	63	973	379	39	594	61	282	91	32	191	68
1995-1996	1 478	627	42	851	58	1 164	567	49	597	51	314	60	19	254	81
1996-1997	1 372	828	60	544	40	1 079	698	65	381	35	293	130	44	163	56
1997-1998	1 045	702	67	343	33	693	504	73	189	27	352	198	56	154	44
1998-1999	1 032	647	63	385	37	685	426	62	259	38	347	221	64	126	36
Canada															
1994-1995	701 301	..	..	..	..	319 796	..	..	..	..	381 505	..	..	..	..
1995-1996	642 742	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	509 559	..	..	..	..	236 730	..	..	..	..	272 829	..	..	..	..
1997-1998	482 204	..	..	..	..	226 865	..	..	..	..	255 339	..	..	..	..
1998-1999	490 842	..	..	..	..	227 819	..	..	..	..	263 023	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données relatives au tableau 11 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes approuvées en faveur de jeunes personnes (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 11).

	1993-1994		1994-1995		1995-1996		1996-1997		1997-1998	
	Avocats salariés	Avocats de pratique privée								
Île-du-Prince-Édouard	296	-	267	-	248	-	251	20	226	24
Nouvelle-Écosse	2 311	346	2 473	284	2 226	173	2 056	181	1 765	241
Nouveau-Brunswick	-	251
Québec	7 276	4 880	7 814	4 967	6 917	4 967	6 564	6 368	6 089	6 388
Manitoba	1 471	1 760	1 510	1 668	521	1 289	267	1 219	244	1 301
Saskatchewan	3 937	24	3 979	42	3 842	56	4 330	61	3 951	64
Alberta	-	4 391	-	3 898	2 731	4 117	2 845	3 844	2 743	4 073
Colombie-Britannique	1 510	4 940
Yukon	-	147	-	158	-	62	147	31	135	60

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Île-du-Prince-Édouard** On a procédé à des estimations du nombre de demandes approuvées par des avocats salariés et des avocats de pratique privée. Les estimations sont fondées sur la proportion d'affaires criminelles et civiles dont se sont occupés des avocats salariés et des avocats de pratique privée. Les pourcentages ont été arrondis aux fins de présentation.
- Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.
- Territoire du Yukon** Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons

Province/territoire et année	Total		Total des demandes rejetées				Total		Inadmissibilité financière				Total		Autres raisons				
			Affaires criminelles		Affaires civiles				Affaires criminelles		Affaires civiles				Affaires criminelles		Affaires civiles		
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Terre-Neuve²																			
1994-1995	6 471		2 378	37	4 093	63	896		406	45	490	55	5 575		1 972	35	3 603	65	
1995-1996	6 516		2 181	33	4 335	67	767		347	45	420	55	5 749		1 834	32	3 915	68	
1996-1997	7 217		2 328	32	4 889	68	917		386	42	531	58	6 300		1 942	31	4 358	69	
1997-1998	5 810		1 896	33	3 914	67	800		289	36	511	64	5 010		1 607	32	3 403	68	
1998-1999	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																			
1994-1995	2 674		867	32	1 807	68	1 352		352	26	1 000	74	1 322		515	39	807	61	
1995-1996	2 576		842	33	1 734	67	1 223		274	22	949	78	1 353		568	42	785	58	
1996-1997	2 375		898	38	1 477	62	971		274	28	697	72	1 404		624	44	780	56	
1997-1998	2 312		877	38	1 435	62	961		315	33	646	67	1 351		562	42	789	58	
1998-1999	1 997		749	38	1 248	62	847		249	29	598	71	1 150		500	43	650	57	
Nouveau-Brunswick³																			
1994-1995	1 007		945	94	62	6	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1995-1996	890		859	97	31	3	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1996-1997	893		851	95	42	5	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1997-1998	784		784	100	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1998-1999	780		691	89	89	11	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
Québec⁴																			
1994-1995	29 056		6 912	24	22 144	76	19 793		4 651	23	15 142	77	9 263		2 261	24	7 002	76	
1995-1996	28 888		6 657	23	22 231	77	20 269		4 686	23	15 583	77	8 619		1 971	23	6 648	77	
1996-1997	42 859		16 095	38	26 764	62	18 346		4 328	24	14 018	76	24 513		11 767	48	12 746	52	
1997-1998	43 324		17 009	39	26 315	61	18 541		7 048	38	11 493	62	24 783		9 961	40	14 822	60	
1998-1999	38 178		13 901	36	24 277	64	18 789		6 954	37	11 835	63	19 389		6 947	36	12 442	64	
Ontario⁵																			
1994-1995	60 327		29 570	49	30 757	51	7 728		2 616	34	5 112	66	52 599		26 954	51	25 645	49	
1995-1996	54 111		27 745	51	26 366	49	7 047		2 560	36	4 487	64	47 064		25 185	54	21 879	46	
1996-1997	35 836		20 995	59	14 841	41	3 463		2 153	62	1 310	38	32 373		18 842	58	13 531	42	
1997-1998	28 911		18 971	66	9 940	34	5 387		3 535	66	1 852	34	23 524		15 436	66	8 088	34	
1998-1999	38 517		23 096	60	15 421	40	6 737		4 040	60	2 697	40	31 780		19 056	60	12 724	40	
Manitoba																			
1994-1995	8 263		4 655	56	3 608	44	965		466	48	499	52	7 298		4 189	57	3 109	43	
1995-1996	5 565		3 007	54	2 558	46	846		406	48	440	52	4 719		2 601	55	2 118	45	
1996-1997	3 077		1 397	45	1 680	55	480		176	37	304	63	2 597		1 221	47	1 376	53	
1997-1998	3 061		1 292	42	1 769	58	307		83	27	224	73	2 754		1 209	44	1 545	56	
1998-1999	2 102		858	41	1 244	59	302		101	33	201	67	1 800		757	42	1 043	58	
Saskatchewan																			
1994-1995	1 381		926	67	455	33	960		671	70	289	30	421		255	61	166	39	
1995-1996	1 535		1 053	69	482	31	1 045		723	69	322	31	490		330	67	160	33	
1996-1997	1 543		1 045	68	498	32	1 112		769	69	343	31	431		276	64	155	36	
1997-1998	1 638		1 112	68	526	32	1 192		848	71	344	29	446		264	59	182	41	
1998-1999	1 580		1 014	64	566	36	1 165		773	66	392	34	415		241	58	174	42	
Alberta																			
1994-1995	7 967		4 635	58	3 332	42	3 234		2 133	66	1 101	34	4 733		2 502	53	2 231	47	
1995-1996	8 067		4 900	61	3 167	39	2 758		1 786	65	972	35	5 309		3 114	59	2 195	41	
1996-1997	7 645		4 223	55	3 422	45	3 200		2 024	63	1 176	37	4 445		2 199	49	2 246	51	
1997-1998	7 397		4 156	56	3 241	44	3 141		1 937	62	1 204	38	4 256		2 219	52	2 037	48	
1998-1999	9 115		5 117	56	3 998	44	2 559		1 512	59	1 047	41	6 556		3 605	55	2 951	45	
Colombie-Britannique⁶																			
1994-1995	50 758		15 968	31	34 790	69	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1995-1996	60 826		18 695	31	42 131	69	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1996-1997	47 252		13 603	29	33 649	71	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1997-1998	32 411		12 995	40	19 416	60	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..
1998-1999	27 867		11 480	41	16 387	59	8 135		3 141	39	4 994	61	19 732		8 339	42	11 393	58	
Territoires du Nord-Ouest																			
1994-1995	641		339	53	302	47	128		43	34	85	66	513		296	58	217	42	
1995-1996	877		481	55	396	45	107		40	37	67	63	770		441	57	329	43	
1996-1997	776		321	41	455	59	113		51	45	62	55	663		270	41	393	59	
1997-1998	674		..	..	..	..	100		32	32	68	68	573		..	..	..	..
1998-1999	627		..	..	..	..	83		..	..	..	..	544		..	..	..	..

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons – fin

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées				Total	Inadmissibilité financière				Total	Autres raisons				
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles		
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%	
Territoire du Yukon⁷																
1994-1995	158	94	59	64	41	105	60	57	45	43	53	34	64	19	36	
1995-1996	172	81	47	91	53	117	54	46	63	54	55	27	49	28	51	
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	56	19	34	37	66	
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	59	16	27	43	73	
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	68	27	40	41	60	
Canada⁸																
1994-1995	168 703	67 289	40	101 414	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	170 023	66 501	39	103 522	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	149 598	61 809	41	87 789	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 452	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	120 917	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Le tableau 12 ne contient pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard. Dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.
- ² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- ⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.
- ⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- ⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.
- ⁸ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

Tableau 13
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	No.	No.	%	No.	%	
Terre-Neuve						
1994-1995	4 304	4 294	100	10	--	
1995-1996	4 858	4 855	100	3	--	
1996-1997	4 652	4 646	100	6	--	
1997-1998	3 983	3 980	100	3	--	
1998-1999	4 649	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse¹						
1995-1996	287	285	99	2	1	
1996-1997	311	301	97	10	3	
1997-1998	141	134	95	7	5	
1998-1999	1 234	1 230	100	4	--	
Nouveau-Brunswick²						
1994-1995	17 970	16 486	92	1 484	8	
1995-1996	17 018	15 386	90	1 632	10	
1996-1997	17 016	15 818	93	1 198	7	
1997-1998	17 059	15 809	93	1 250	7	
1998-1999	15 413	14 335	93	1 078	7	
Ontario³						
1994-1995	455 455	368 904	81	86 551	19	
1995-1996	493 798	408 749	83	85 049	17	
1996-1997	579 500	487 230	84	92 270	16	
1997-1998	581 028	491 974	85	89 054	15	
1998-1999	600 559	505 754	84	94 805	16	
Manitoba						
1994-1995	35 483	..	..	..	..
1995-1996	34 468	..	..	..	..
1996-1997	43 506	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..
Saskatchewan⁴						
1994-1995	7 158	6 768	95	390	5	
1995-1996	7 818	7 458	95	360	5	
1996-1997	7 999	7 694	96	305	4	
1997-1998	8 671	8 340	96	331	4	
1998-1999	8 435	8 423	100	12	--	
Alberta⁵						
1994-1995	48 396	48 027	99	369	1	
1995-1996	49 738	49 433	99	305	1	
1996-1997	47 496	47 227	99	269	1	
1997-1998	54 692	54 410	99	282	1	
1998-1999	57 019	56 723	99	296	1	
Colombie-Britannique⁶						
1994-1995	..	..	..	..	..
1995-1996	70 989	60 478	85	10 511	15	
1996-1997	75 114	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷						
1994-1995	208	156	75	52	25	
1995-1996	379	327	86	52	14	
1996-1997	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme des demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparaisant en cour. Aucun dossier n'est conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

¹ **Nouvelle-Écosse** L'augmentation notable des services d'avocats nommés d'office peut s'expliquer par le fait d'avoir embauché un avocat à plein temps en mai 1998. Les services d'avocats nommés d'office sont maintenant fournis par les tribunaux de juridiction criminelle aux personnes arrêtées et détenues.

² **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En raison des problèmes de collecte de données en 1995-1996, le nombre d'avocats affectés aux affaires civiles est sous-estimé. Depuis 1996-1997, les services d'avocat nommés d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

³ **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.

⁴ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.

⁵ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.

⁶ **Colombie-Britannique** Les formulaires de déclaration remplis par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents.

⁷ **Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus. Depuis 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 533 occasions en 1998-1999, 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.

Tableau 14
Appels¹ approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des appels				Total	Approuvés				Total	Refusés			
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%
Québec															
1994-1995	5 112	562	11	4 550	89	4 521	381	8	4 140	92	591	181	31	410	69
1995-1996	6 468	670	10	5 798	90	5 746	453	8	5 293	92	722	217	30	505	70
1996-1997	1 678	684	41	994	59	901	418	46	483	54	777	266	34	511	66
1997-1998	1 502	577	38	925	62	941	374	40	567	60	561	203	36	358	64
1998-1999	1 430	681	48	749	52	937	452	48	485	52	493	229	46	264	54
Ontario															
1994-1995	3 783	..	..	..	..	2 729	..	..	..	..	1 054	..	..	..	..
1995-1996	2 836	..	..	..	..	1 633	..	..	..	..	1 203	..	..	..	..
1996-1997	1 706	..	..	..	..	541	..	..	..	..	1 165	..	..	..	..
1997-1998	1 764	1 157	66	607	34	723	474	66	249	34	1 041	683	66	358	34
1998-1999	2 823	1 692	60	1 131	40	786	471	60	315	40	2 037	1 221	60	816	40
Saskatchewan															
1994-1995	31	31	100	..	..	31	31	100	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	31	31	100	..	..	29	29	100	..	..	2	2	100	..	..
1996-1997	31	31	100	..	..	25	25	100	..	..	6	6	100	..	..
1997-1998	19	16	84	3	16	19	16	84	3	16	-	-	-	-	-
1998-1999	11	11	100	-	-	8	8	100	-	-	3	3	100	-	-
Alberta															
1994-1995	1 073	816	76	257	24	725	551	76	174	24	348	265	76	83	24
1995-1996	918	693	75	225	25	576	427	74	149	26	342	266	78	76	22
1996-1997	857	692	81	165	19	617	454	74	163	26	240	238	99	2	1
1997-1998	860	687	80	173	20	554	381	69	173	31	306	306	100	-	-
1998-1999	779	637	82	142	18	476	334	70	142	30	303	303	100	-	-
Colombie-Britannique²															
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 734	796	46	938	54	1 020	368	36	652	64	739	428	58	311	42
1997-1998	1 836	898	49	938	51	1 041	418	40	623	60	795	480	60	315	40
1998-1999	1 964	834	42	1 130	58	1 250	412	33	838	67	714	422	59	292	41
Territoires du Nord-Ouest															
1994-1995	89	86	97	3	3	55	54	98	1	2	34	32	94	2	6
1995-1996	46	46	100	-	-	..	..	..	-	-	..	..	..	..	..
1996-1997	89	89	100	-	-	58	58	100	-	-	31	31	100	-	-
1997-1998	53	53	100	-	-	29	29	100	-	-	24	24	100	-	-
1998-1999	54	54	100	-	-	33	33	100	-	-	21	21	100	-	-
Territoire du Yukon															
1994-1995	25	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	16	14	88	2	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7	5	71	2	29	6	5	83	1	17	1	-	-	1	100
1997-1998	21	15	71	6	29	15	12	80	3	20	6	3	50	3	50
1998-1999	14	13	93	1	7	9	8	89	1	11	5	5	100	-	-

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Terre-Neuve Six demandes d'aide en vue du dépôt d'un appel ont été présentées en 1997-1998. On ne dispose pas de données sur les demandes qui ont été approuvées et sur celles qui ont été rejetées.

Île-du-Prince-Édouard Seules les données sur les appels approuvés sont conservées :

1994-1995	16
1995-1996	8
1996-1997	12
1997-1998	5
1998-1999	13

Nouvelle-Écosse Depuis 1996-1997, la Nouvelle-Écosse exige des avocats qu'ils tiennent des dossiers sur les demandes d'aide juridique relatives à des appels qui ont été approuvées. Aucun dossier n'est conservé sur les demandes rejetées. Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvées sont conservés.

	Total	Criminelle	Civile
1996-1997	30	21	9
1997-1998	42	29	13
1998-1999	38	29	9

Manitoba Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvées sont conservés.

	Total	Criminelle	Civile
1994-1995	242	172	70
1995-1996	212	148	64
1996-1997	229	177	52
1997-1998	216	169	47
1998-1999	168	136	32

¹ **Appels** Par appel, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

² **Colombie-Britannique** Les appels rejetés en matière civile comprennent les affaires ou des services sommaires ont été rendus.

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(À/Au)	(De)													
	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve														
1994-1995	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-
1995-1996	7	...	-	-	2	-	3	-	-	2	-	-	-	-
1996-1997	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-
1997-1998	5	...	-	-	1	-	2	1	-	1	-	-	-	-
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard														
1994-1995	13	-	...	4	1	1	4	-	-	-	3	-	-	-
1995-1996	5	1	...	-	1	2	-	-	1	-	-	-	-	-
1996-1997	5	-	...	-	1	-	-	-	1	1	2	-	-	-
1997-1998	6	1	...	4	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
1998-1999	5	-	...	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-
Nouvelle-Écosse														
1994-1995	131	10	1	...	3	2	74	2	2	12	24	-	-	1
1995-1996	116	15	1	...	13	7	44	3	1	9	22	-	-	1
1996-1997	93	8	1	...	8	11	24	2	1	11	25	1	1	-
1997-1998	60	5	3	...	7	6	17	2	1	11	8	-	-	-
1998-1999	66	11	1	...	7	6	18	4	2	8	7	1	-	1
Nouveau-Brunswick¹														
1994-1995	5	-	-	3	...	1	-	-	-	-	1	-	-	-
1995-1996	1	-	-	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	31	2	-	5	...	9	6	-	-	3	6	-	-	-
1997-1998	35	1	-	9	...	5	11	2	3	3	1	-	-	-
1998-1999	46	-	-	15	...	13	10	1	1	3	3	-	-	-
Québec														
1994-1995	334	1	-	5	14	...	258	2	1	6	47	-	-	-
1995-1996	330	3	2	8	11	...	256	4	2	8	35	-	1	-
1996-1997	149	-	-	8	6	...	90	6	-	6	33	-	-	-
1997-1998	124	5	-	9	12	...	65	4	1	6	21	-	-	1
1998-1999	140	2	-	9	13	...	88	2	2	3	20	1	-	-
Ontario														
1994-1995	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	206	8	1	21	6	42	...	24	5	33	51	1	-	14
1998-1999	268	7	1	29	2	75	...	25	13	47	54	2	1	12
Manitoba														
1994-1995	227	-	-	3	1	6	66	...	33	40	72	3	1	2
1995-1996	223	2	1	5	1	3	56	...	38	42	68	4	-	3
1996-1997	137	2	-	-	-	3	26	...	23	28	54	1	-	-
1997-1998	84	-	-	-	1	1	13	...	23	28	18	-	-	-
1998-1999	47	-	-	3	-	-	9	...	9	10	15	-	-	1
Saskatchewan														
1994-1995	136	2	-	-	-	-	13	22	...	47	51	1	-	-
1995-1996	120	-	-	4	1	-	13	23	...	43	33	3	-	-
1996-1997	94	-	-	-	-	2	4	23	...	33	31	1	-	-
1997-1998	92	-	-	2	1	2	1	24	...	36	25	1	-	-
1998-1999	94	1	-	2	-	2	10	15	...	42	21	1	-	-
Alberta														
1994-1995	658	13	-	22	-	14	168	51	62	...	319	5	4	-
1995-1996	478	7	-	9	4	18	72	42	61	...	254	8	3	-
1996-1997	358	4	-	6	2	6	25	35	59	...	213	1	7	-
1997-1998	373	7	-	11	3	8	27	32	73	...	208	4	-	-
1998-1999	413	10	-	9	3	11	50	33	95	...	192	7	3	-

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(À/Au)	(De)														
	Province/territoire et année	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²															
1994-1995	392	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	238	3	-	10	-	15	38	25	32	105	..	..	-	4	6
1997-1998	262	4	-	11	2	17	37	25	49	100	..	..	6	11	-
1998-1999	302	5	1	8	2	18	60	25	28	141	..	..	3	7	4
Territoires du Nord-Ouest															
1994-1995	24	..	..	1	..	2	6	2	2	7	3	..	..	1	..
1995-1996	23	1	..	1	..	..	3	1	1	9	5	..	..	2	..
1996-1997	16	..	..	2	..	1	2	1	1	4	4	..	..	1	..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon															
1994-1995	7	..	..	..	..	..	..	..	..	2	5	..	..	..	..
1995-1996	9	-	-	-	-	-	2	1	-	1	5	-	..	..	-
1996-1997	12	-	-	-	-	-	-	1	-	2	8	1	..	..	-
1997-1998	13	-	-	1	1	-	-	1	-	1	8	1	..	..	-
1998-1999	16	-	-	-	-	-	-	2	1	1	11	1	..	..	-

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.
- ² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(De)	(À/Au)													
	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve														
1994-1995	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
1995-1996	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
1996-1997	5	...	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
1997-1998	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
1988-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard														
1994-1995	5	-	...	1	-	-	3	-	-	-	1	-	-	-
1995-1996	1	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	4	-	...	1	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-
1997-1998	4	-	...	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
1988-1999	2	-	...	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Nouvelle-Écosse														
1994-1995	141	12	4	...	13	3	76	2	3	15	11	2	-	-
1995-1996	130	14	-	...	9	8	70	2	4	9	12	1	1	-
1996-1997	88	6	1	...	5	9	38	6	-	9	12	2	-	-
1997-1998	99	11	4	...	8	11	41	1	2	12	8	-	1	-
1988-1999	107	13	2	...	16	9	44	3	2	9	9	-	-	-
Nouveau-Brunswick¹														
1994-1995	1	..	..	..	...	..	1	..	..	..	..	-	-	-
1995-1996	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	-	-	-
1996-1997	31	2	1	6	...	5	12	-	1	3	1	-	-	-
1997-1998	38	2	-	7	...	13	10	-	-	4	2	-	-	-
1988-1999	23	1	-	5	...	9	2	-	-	4	1	1	-	-
Québec														
1994-1995	238	3	1	2	10	...	171	7	-	17	24	3	-	-
1995-1996	227	2	-	8	15	...	155	2	-	11	34	-	-	-
1996-1997	184	3	-	12	10	...	122	4	2	11	18	2	-	-
1997-1998	144	1	-	6	5	...	100	4	2	7	18	-	1	-
1988-1999	148	1	-	6	10	...	99	-	2	11	19	-	-	-
Ontario														
1994-1995	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	139	12	1	11	4	54	...	13	-	20	24	-	-	-
1988-1999	275	12	2	13	11	83	...	21	10	45	43	2	8	25
Manitoba														
1994-1995	172	-	-	2	2	3	59	...	16	40	40	4	-	6
1995-1996	140	-	1	2	2	4	39	...	25	31	31	2	-	3
1996-1997	116	-	-	-	-	5	32	...	17	29	30	-	1	2
1997-1998	68	1	-	1	2	-	23	...	12	19	9	1	-	-
1988-1999	65	1	-	1	-	2	15	...	7	18	18	2	-	1
Saskatchewan														
1994-1995	164	1	-	1	-	1	13	35	...	69	43	1	-	-
1995-1996	163	-	-	-	-	2	11	36	...	73	40	1	-	-
1996-1997	128	-	1	1	-	2	7	26	...	64	27	-	-	-
1997-1998	132	1	1	-	2	1	4	28	...	66	28	1	-	-
1988-1999	153	1	-	1	-	1	13	34	...	84	18	-	1	-
Alberta														
1994-1995	372	4	-	9	-	5	103	52	49	...	141	9	-	-
1995-1996	296	3	-	7	3	16	56	38	43	...	118	9	3	-
1996-1997	224	6	-	7	2	6	26	26	37	...	108	5	1	-
1997-1998	268	2	-	12	4	7	46	42	46	...	101	4	4	-
1988-1999	304	6	2	7	2	3	50	36	56	...	132	8	2	-

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(De)	(À/Au)														
	Province/territoire et année	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²															
1994-1995	397
1995-1996
1996-1997	529	8	-	19	8	33	122	63	40	223	..	-	5	8	
1997-1998	553	10	1	10	4	22	128	48	48	265	..	12	5	-	
1988-1999	477	8	3	9	2	30	115	52	28	213	..	1	11	5	
Territoires du Nord-Ouest															
1994-1995	6	..	..	..	..	..	3	1	..	1	1	..	..	..
1995-1996	17	..	..	..	..	..	5	2	2	3	3	..	2	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1988-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon															
1994-1995	11	..	..	..	..	..	2	..	..	1	6	2	..	..
1995-1996	12	-	-	-	-	2	2	-	-	2	5	1	..	-	
1996-1997	15	-	-	1	-	1	1	-	-	7	5	-	..	-	
1997-1998	12	-	-	-	-	-	1	-	-	3	7	1	..	-	
1988-1999	11	-	-	-	-	-	2	-	-	4	4	1	..	-	

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

Tableau 17
Contributions fédérales¹ au titre de l'aide juridique en matière civile

Province	Année										
	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
	'000 \$										
Terre-Neuve	-	1 426	426	547	798	840	1 078	1 077	1 129	1 517	1 119
Nouvelle-Écosse	751	835	1 349	1 577	1 398	1 963	2 519	2 759	2 832	2 674	2 757
Nouveau-Brunswick	75	106	104	56	45	73	97	64	37	10	-
Québec	19 482	17 989	18 248	21 986	25 168	31 130	30 994	29 652	33 403	34 601	38 625
Ontario ²	7 581	9 900	11 908	12 687	17 207	19 400	17 800	16 400	15 900	21 800	18 300
Manitoba	922	1 095	1 219	1 409	1 730	1 834	2 051	2 288	2 126	2 209	1 919
Saskatchewan	603	848	1 255	591	765	1 151	1 160	887	1 138	1 261	..
Colombie-Britannique ³	3 598	3 220	4 716	4 815	6 369	9 800	14 800	22 100	24 000	21 240	...
Total	33 012	35 420	39 225	43 668	53 480	66 191	70 499	75 227	80 565	85 312	...

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Régime d'assistance public du Canada En 1980, Santé et Bien-être social (maintenant Développement des ressources humaines Canada) a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Le 1^{er} avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) a essentiellement remplacé le Régime d'assistance publique du Canada, continuant à fournir des fonds fédéraux pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Le nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leur propres priorités de financement. Comme les provinces sont maintenant responsables de l'affectation des fonds reçus du Transfert, le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile. Le tableau 17 a été conservé à des fins de comparaison et des fins chronologiques.

¹ **Contributions fédérales** Les paiements fédéraux aux provinces, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique pour l'exercice 1995-1996, ont été déclarés par Développement des ressources humaines Canada depuis le 3 mars 1997.

² **Ontario** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les dépenses depuis 1990-1991 reflètent l'affectation à l'aide juridique par la province, des sommes versées par le gouvernement fédéral, telle qu'elle figure dans les Comptes publics de l'Ontario.

³ **Colombie-Britannique** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les données pour la Colombie-Britannique ont été fournies par le gouvernement provincial et représentent les dépenses réclamées par la province afin d'atteindre le plafond de 5 %. En 1995-1996, aucune réclamation relative à l'aide juridique n'a été faite étant donné que le plafond de 5 % avait été atteint sans une telle réclamation. Il est à noter qu'en Colombie-Britannique, les sommes reçues du Régime d'assistance publique du Canada ne sont pas redistribuées aux programmes pour lesquels on a demandé des fonds; les sommes sont plutôt versées dans un fonds consolidé.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Tableaux supplémentaire

Le numéro des tableaux de cette section correspond aux tableaux de la partie principale du rapport.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%		
Terre-Neuve																				
1994-1995	3 553	2 964	83	589	17	3 154	2 567	81	587	19	399	397	99	2	1	-	-	-	-	
1995-1996	3 527	3 075	87	452	13	3 097	2 646	85	451	15	430	429	100	1	--	-	-	-	-	
1996-1997	3 247	2 946	91	301	9	2 754	2 456	89	298	11	493	490	99	3	1	-	-	-	-	
1997-1998	3 363	3 206	95	157	5	2 871	2 715	95	156	5	492	491	100	1	--	-	-	-	-	
1998-1999	3 489	3 378	97	111	3	2 981	2 880	97	101	3	508	498	98	10	--	-	-	-	-	
Île-du-Prince-Édouard¹																				
1994-1995	399	325	81	74	19	339	274	81	65	19	60	51	85	9	15	..	..	..	..
1995-1996	410	338	82	72	18	369	302	82	67	18	41	36	88	5	12	..	..	..	..
1996-1997	464	337	73	127	27	407	295	72	112	28	57	42	74	15	26	..	..	..	..
1997-1998	396	341	86	55	14	343	293	85	50	15	53	48	91	5	9	..	..	..	..
1998-1999	380	333	88	47	12	327	292	89	35	11	53	41	77	12	23	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																				
1994-1995	5 529	4 291	78	1 238	22	4 399	3 387	77	1 012	23	1 120	894	80	226	20	10	10	100	-	-
1995-1996	5 163	4 100	79	1 063	21	3 919	3 098	79	821	21	1 236	994	80	242	20	8	8	100	-	-
1996-1997	5 030	4 211	84	819	16	3 966	3 265	82	701	18	1 064	946	89	118	11	-	-	-	-	-
1997-1998	4 809	3 997	83	812	17	3 870	3 135	81	735	19	939	862	92	77	8	-	-	-	-	-
1998-1999	5 291	4 395	83	896	17	4 269	3 489	82	780	18	1 022	906	89	116	11	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick²																				
1994-1995	1 525	..	..	1 525	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1995-1996	1 770	..	..	1 770	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1996-1997	1 779	..	..	1 779	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1997-1998	1 680	..	..	1 680	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1998-1999	1 936	..	..	1 936	100	..	..	..	1 771	..	..	..	..	135	..	..	-	-	30	..
Québec																				
1994-1995	37 852 ^e	16 003 ^e	42	21 849	58	..	..	..	18 355	..	..	..	..	1 152	..	..	..	..	2 342	..
1995-1996	36 418 ^e	14 360 ^e	39	22 058	61	..	..	..	18 255	..	..	..	..	1 307	..	..	..	..	2 496	..
1996-1997	34 541 ^e	15 271 ^e	44	19 270	56	27 466 ^e	11 613	^e 42	15 853	58	4 162 ^e	2 927 ^e	70	1 235	30	2 913 ^e	731 ^e	25	2 182	75
1997-1998	35 382 ^e	18 143 ^e	51	17 239	49	28 478 ^e	14 215	^e 50	14 263	50	4 661 ^e	3 033 ^e	65	1 628	35	2 243 ^e	895 ^e	40	1 348	60
1998-1999	32 749 ^e	18 168 ^e	56	14 581	44	25 699 ^e	13 985	^e 55	11 714	45	4 655 ^e	3 028 ^e	65	1 627	35	2 395 ^e	1 155 ^e	48	1 240	52
Ontario																				
1994-1995	127 949	2 161	2	125 788	98	108 725	1 577	1	107 148	99	16 441	584	4	15 857	96	2 783	-	-	2 783	100
1995-1996	120 321	2 099	2	118 222	98	110 610	1 532	1	109 078	99	16 823	567	3	16 256	97	-7 112	-	-	-7 112	100
1996-1997	91 636	2 372	3	89 264	97	87 911	1 827	2	86 084	98	11 735	545	5	11 190	95	-8 010	-	-	-8 010	100
1997-1998	78 875	2 534	3	76 341	97	73 325	1 986	3	71 339	97	8 851	548	6	8 303	94	-3 301	-	-	-3 301	100
1998-1999	77 988	2 788	4	75 200	96	67 807	2 185	3	65 622	97	9 447	603	6	8 844	94	734	-	-	734	100
Manitoba																				
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	6 620	2 962	45	3 658	55	..	..	..	3 066	..	..	..	..	581	..	11	-	-	11	100
1996-1997	5 662	2 336	41	3 326	59	..	..	..	2 792	..	..	..	..	526	..	8	8	100	-	-
1997-1998	6 725	3 264	49	3 461	51	5 189	2 247	43	2 942	57	1 516	1 010	67	506	33	20	7	35	13	65
1998-1999	5 558	2 073	37	3 485	63	4 454	1 506	34	2 948	66	1 088	565	52	523	48	16	2	13	14	88
Saskatchewan																				
1994-1995	5 182	4 728	91	454	9	4 261	3 844	90	417	10	913	879	96	34	4	8	5	63	3	38
1995-1996	5 336	4 908	92	428	8	4 310	3 934	91	376	9	1 018	969	95	49	5	8	5	63	3	38
1996-1997	5 263	4 856	92	407	8	4 192	3 868	92	324	8	1 066	985	92	81	8	5	3	60	2	40
1997-1998	5 395	5 022	93	373	..	..	4 008	..	..	..	..	1 011	..	..	..	5	3	60	2	40
1998-1999	5 788	5 342	92	446	..	..	4 266	..	..	..	..	1 074	..	..	..	5	2	40	3	60
Alberta																				
1994-1995	15 250	1 503	10	13 747	90	11 081	120	1	10 961	99	4 144	1 383	33	2 761	67	25	-	-	25	100
1995-1996	11 766	1 434	12	10 332	88	8 769	210	2	8 559	98	2 928	1 224	42	1 704	58	69	-	-	69	100
1996-1997	14 116	1 527	11	12 589	89	10 555	215	2	10 340	98	3 523	1 312	37	2 211	63	38	-	-	38	100
1997-1998	12 457	1 517	12	10 940	88	9 182	209	2	8 973	98	3 242	1 308	40	1 934	60	33	-	-	33	100
1998-1999	12 926	1 652	13	11 274	87	9 414	215	2	9 199	98	3 448	1 437	42	2 011	58	64	-	-	64	100
Colombie-Britannique																				
1994-1995	38 820	6 742	17	32 078	83	32 249	5 512	17	26 737	83	5 986	1 129	19	4 857	81	585	101	17	484	83
1995-1996	37 919	8 530	22	29 389	78	31 009	6 365	21	24 644	79	6 476	2 059	32	4 417	68	434	106	24	328	76
1996-1997	36 657	7 927	22	28 730	78	30 647	6 195	20	24 452	80	5 560	1 634	29	3 926	71	450	98	22	352	78
1997-1998	31 611	7 973	25	23 638	75	25 483	5 348	21	20 135	79	5 866	2 577	44	3 289	56	262	48	18	214	82
1998-1999	30 278	8 098	27	22 180	73	24 484	5 518	23	18 966	77	5 571	2 532	45	3 039	55	223	48	22	175	78

Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest																				
1994-1995	..	..	..	1 769	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	1 551	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	1 551	..	..	..	..	1 407	..	..	..	..	144	..	..	..	..	-	-	-	-	-
1998-1999	782	..	..	..	..	772	..	..	..	..	10	..	..	..	..	-	-	-	-	-
Territoire du Yukon																				
1994-1995	720	131	18	589	82	590	107	18	483	82	128	24	19	104	81	2	-	-	2	..
1995-1996	531	150	28	381	72	477	112	23	365	77	54	38	70	16	30	-	-	-	-	-
1996-1997	501	252	50	249	50	365	187	51	178	49	136	65	48	71	52	-	-	-	-	-
1997-1998	484	300	62	184	38	374	217	58	157	42	109	82	75	27	25	-	-	-	-	-
1998-1999	663	376	57	287	43	475	231	49	244	51	188	145	77	43	23	-	-	-	-	-
Canada																				
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	182 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	177 828	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.

Tableau 6(b)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve															
1994-1995	2 175	1 839	85	336	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	2 204	1 834	83	370	17	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	2 298	2 003	87	295	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 161	2 058	95	103	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	2 185	2 159	99	26	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹															
1994-1995	124	94	76	30	24	124	94	76	30	24	..	..	..	..	..
1995-1996	133	92	69	41	31	133	92	69	41	31	..	..	..	..	..
1996-1997	129	101	78	28	22	129	101	78	28	22	..	..	..	..	..
1997-1998	131	85	65	46	35	131	85	65	46	35	..	..	..	..	..
1998-1999	129	108	84	21	16	129	108	84	21	16	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1994-1995	5 075	3 696	73	1 379	27	5 075	3 696	73	1 379	27	-	-	-	-	-
1995-1996	5 148	3 816	74	1 332	26	5 148	3 816	74	1 332	26	-	-	-	-	-
1996-1997	4 956	3 782	76	1 174	24	4 956	3 782	76	1 174	24	-	-	-	-	-
1997-1998	4 626	3 574	77	1 052	23	4 626	3 574	77	1 052	23	-	-	-	-	-
1998-1999	4 950	3 788	77	1 162	23	4 950	3 788	77	1 162	23	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick²															
1994-1995	685	352	51	333	49	685	352	51	333	49	-	-	-	-	-
1995-1996	620	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 311	630	48	681	52	1 305	630	48	675	52	6	-	-	6	100
1997-1998	1 346	1 034	77	312	23	1 346	1 034	77	312	23	-	-	-	-	-
1998-1999	1 341	1 029	77	312	23	702	390	56	312	44	639	639	100	-	-
Québec															
1994-1995	71 864 ^e	44 099 ^e	61	27 765	39	..	..	..	13 999	..	..	..	..	13 766	..
1995-1996	74 783 ^e	46 475 ^e	62	28 308	38	..	..	..	15 015	..	..	..	..	13 293	..
1996-1997	69 499 ^e	43 295 ^e	62	26 204	38	43 385 ^e	29 218 ^e	67	14 167	33	26 114 ^e	14 077 ^e	54	12 037	46
1997-1998	60 843 ^e	36 896 ^e	61	23 947	39	37 190 ^e	22 695 ^e	61	14 495	39	23 653 ^e	14 201 ^e	60	9 452	40
1998-1999	58 410 ^e	36 738 ^e	63	21 672	37	36 765 ^e	23 261 ^e	63	13 504	37	21 645 ^e	13 477 ^e	62	8 168	38
Ontario															
1994-1995	179 869	30 917	17	148 952	83	79 871	928	1	78 943	99	99 998	29 989	30	70 009	70
1995-1996	165 715	30 893	19	134 822	81	81 984	927	1	81 057	99	83 731	29 966	36	53 765	64
1996-1997	116 750	30 644	26	86 106	74	67 398	919	1	66 479	99	49 352	29 725	60	19 627	40
1997-1998	69 415	30 558	44	38 857	56	23 349	917	4	22 432	96	46 066	29 641	64	16 425	36
1998-1999	98 434	35 541	36	62 893	64	32 845	1 066	3	31 779	97	65 589	34 475	53	31 114	47
Manitoba															
1994-1995	6 540	2 359	36	4 181	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	6 125	2 424	40	3 701	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	6 944	3 505	50	3 439	50	6 944	3 505	50	3 439	50	..	..	..	..	..
1997-1998	6 125	2 843	46	3 282	54	6 125	2 843	46	3 282	54	..	..	..	..	..
1998-1999	6 983	4 082	58	2 901	42	6 983	4 082	58	2 901	42	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1994-1995	2 798	2 718	97	80	3	2 781	2 701	97	80	3	17	17	100	-	-
1995-1996	2 844	2 778	98	66	2	2 833	2 767	98	66	2	11	11	100	-	-
1996-1997	3 017	2 931	97	86	3	3 006	2 920	97	86	3	11	11	100	-	-
1997-1998	3 352	2 979	89	373	11	3 346	2 973	89	373	11	6	6	100	..	..
1998-1999	3 442	3 105	90	337	10	3 435	3 098	90	337	10	7	7	100	..	..
Alberta															
1994-1995	7 285	185	3	7 100	97	5 127	174	3	4 953	97	2 158	11	1	2 147	99
1995-1996	6 174	186	3	5 988	97	4 228	180	4	4 048	96	1 946	6	--	1 940	100
1996-1997	7 505	188	3	7 317	97	4 969	182	4	4 787	96	2 536	6	--	2 530	100
1997-1998	6 972	173	2	6 799	98	4 599	151	3	4 448	97	2 373	22	1	2 351	99
1998-1999	6 931	180	3	6 751	97	4 510	116	3	4 394	97	2 421	64	3	2 357	97
Colombie-Britannique															
1994-1995	52 511	13 595	26	38 916	74	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	54 857	18 403	34	36 454	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	50 754	17 058	34	33 696	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 140	16 029	36	29 111	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	42 015	16 443	39	25 572	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 6(b)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest															
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	626	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	644	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	839	..	..	..	..	776	..	..	..	..	63	..	..	..	..
1998-1999	713	..	..	..	..	654	..	..	..	..	59	..	..	..	..
Territoire du Yukon															
1994-1995	191	41	21	150	79	191	41	21	150	79	-	-	-	-	-
1995-1996	187	27	14	160	86	187	27	14	160	86	-	-	-	-	-
1996-1997	156	37	24	119	76	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	196	121	62	75	38	185	110	59	75	41	11	11	100	-	-
1998-1999	133	58	44	75	56	123	53	43	70	57	11	6	55	5	45
Canada															
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	201 146	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	225 666	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.

² **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.

Tableau 9(a)
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles)

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles						Affaires civiles				
	Total	Total	Adultes		Jeunes		Provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve													
1994-1995	16 039	8 972	7 243	81	1 603	18	126	1	7 067	5 152	73	1 915	27
1995-1996	16 485	9 276	6 999	75	2 017	22	260	3	7 209	5 394	75	1 815	25
1996-1997	18 097	10 151	7 620	75	2 400	24	131	1	7 946	5 720	72	2 226	28
1997-1998	15 648	9 069	6 740	74	2 215	24	114	1	6 579	4 975	76	1 604	24
1998-1999	14 553 ^e	8 435 ^e	..	..	..	..	..	..	6 118 ^e	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse													
1994-1995	25 025	11 891	8 909	75	2 808	24	174	1	13 134	11 573	88	1 561	12
1995-1996	23 263	11 491	8 458	74	2 880	25	153	1	11 772	10 622	90	1 150	10
1996-1997	21 661	11 649	8 991	77	2 553	22	105	1	10 012	9 076	91	936	9
1997-1998	20 684	11 499	9 015	78	2 363	21	121	1	9 185	8 385	91	800	9
1998-1999	19 734	11 449	9 163	80	2 173	19	113	1	8 285	7 708	93	577	7
Nouveau-Brunswick²													
1994-1995	2 583	2 389	..	..	..	..	-	-	194	194	100	-	-
1995-1996	2 440	2 292	..	..	..	..	..	..	148	148	100	-	-
1996-1997	2 522	2 338	2 003	86	333	14	2	--	184	184	100	-	-
1997-1998	5 454	2 436	..	..	..	..	..	..	3 018	3 018	100	-	-
1998-1999	5 055	1 969	1 674	85	251	13	44	2	3 086	2 819	91	267	9
Québec													
1994-1995	331 240	126 635	100 009	79	12 255	10	14 371	11	204 605	97 926	48	106 679	52
1995-1996	331 043	122 469	94 390	77	12 898	11	15 181	12	208 574	102 529	49	106 045	51
1996-1997	284 537	102 871	79 964	78	12 092	12	10 815	11	181 666	86 086	47	95 580	53
1997-1998	261 269	96 917	75 319	78	13 068	13	8 530	9	164 352	96 531	59	67 821	41
1998-1999	258 763	95 209	73 697	77	12 623	13	8 889	9	163 554	97 881	60	65 673	40
Ontario													
1994-1995	487 143	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	386 001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	307 315	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba³													
1994-1995	31 259	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	30 978	17 852	13 372	75	4 480	25	-	-	13 126	..	..	..	..
1996-1997	23 867	12 592	9 979	79	2 613	21	-	-	11 275	..	..	..	..
1997-1998	22 308	11 429	9 220	81	2 209	19	-	-	10 879	10 879	100	-	-
1998-1999	22 155	11 572	9 366	81	2 206	19	-	-	10 583	10 583	100	-	-
Saskatchewan													
1994-1995	24 049	17 110	12 793	75	4 272	25	45	--	6 939	6 898	99	41	1
1995-1996	23 186	16 885	12 432	74	4 420	26	33	--	6 301	6 275	100	26	--
1996-1997	23 027	16 560	12 188	74	4 356	26	16	--	6 467	6 445	100	22	--
1997-1998	23 618	17 662	12 731	72	4 907	28	24	--	5 956	5 942	100	14	--
1998-1999	23 981	17 985	13 567	75	4 382	24	36	--	5 996	5 980	100	16	--
Alberta													
1994-1995	36 334	26 599	17 664	66	8 713	33	222	1	9 735	6 089	63	3 646	37
1995-1996	34 971	25 352	18 080	71	7 011	28	261	1	9 619	5 782	60	3 837	40
1996-1997	35 659	25 076	18 033	72	6 848	27	195	1	10 583	5 634	53	4 949	47
1997-1998	35 713	24 802	17 861	72	6 689	27	252	1	10 911	6 579	60	4 332	40
1998-1999	39 409	27 370	20 367	74	6 816	25	187	1	12 039	10 936	91	1 103	9
Colombie-Britannique⁴													
1994-1995	120 916	51 803	..	..	..	..	..	..	69 113	40 827	59	28 286	41
1995-1996	122 824	55 250	..	..	..	..	..	..	67 574	38 803	57	28 771	43
1996-1997	103 406	44 974	38 388	85	6 586	15	-	-	58 432	29 523	51	28 909	49
1997-1998	102 336	41 697	..	..	..	..	..	..	60 639	26 721	44	33 918	56
1998-1999	99 331	39 523	32 029	81	6 654	17	840	2	59 808	24 556	41	35 252	59

Tableau 9(a)
Total des demandes d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles) – fin

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles						Affaires civiles				
	Total	Total	Adultes		Jeunes		Provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest⁵													
1994-1995	3 311	2 410	1 943	81	376	16	91	4	901	757	84	144	16
1995-1996	2 919	1 990	1 617	81	293	15	80	4	929	796	86	133	14
1996-1997	2 889	1 972	1 601	81	319	16	52	3	917	827	90	90	10
1997-1998	2 196	1 167	997	85	142	12	28	2	1 029	924	90	105	10
1998-1999	1 752	802	731	91	56	7	15	2	950	888	93	62	7
Territoire du Yukon⁶													
1994-1995	..	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
1995-1996	1 467	1 117	808	72	309	28	-	-	350	321	92	29	8
1996-1997	1 471	1 130	818	72	312	28	-	-	341	300	88	41	12
1997-1998	1 176	739	559	76	179	24	1	--	437	392	90	45	10
1998-1999	1 186	743	545	73	198	27	-	-	443	387	87	56	13
Canada													
1994-1995	1 077 899	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	975 577	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	824 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Terre-Neuve	142	126	260	131	114	..
Nouvelle-Écosse	224	174	153	105	121	113
Nouveau-Brunswick	..	..	..	..	..	44
Québec	17 274	14 371	15 181	10 815	8 530	8 889
Saskatchewan	71	45	33	16	24	36
Alberta	204	222	261	195	252	187
Colombie-Britannique	..	..	..	..	..	840
Territoires du Nord-Ouest	-	91	80	52	28	15

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notas. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.

Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas, des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée » selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée). Cela explique la diminution du nombre de demandes d'aide juridique.

⁶ **Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

Tableau 10(a)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles (adultes, jeunes, matières provinciales) avocats salariés
et de pratique privée – fin

Province/territoire et année	Total Criminelles		Niveau fédéral				Affaires de juridiction provinciale		Avocats salariés				Avocats de pratique privée													
	Total		Adultes		Jeunes		Total		Total		Adultes		Jeunes		Affaires de juridiction provinciale		Total		Adultes		Jeunes		Affaires de juridiction provinciale			
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%		
Territoires du Nord-Ouest⁴																										
1994-1995	2 042	1 983	1 649	83	334	17	59	625	517	83	95	15	13	1	1 417	1 132	80	239	17	46	3					
1995-1996	2 368	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 821	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 595	1 570	1 301	83	269	17	25	430	369	86	56	13	5	..	1 165	932	80	213	18	20	2					
1997-1998	870	858	747	87	111	13	12	234	214	91	19	8	1	..	636	533	84	92	14	11	2					
1998-1999	660	650	594	91	56	9	10	262	232	89	30	11	-	-	398	362	91	26	7	10	3					
Territoire du Yukon⁵																										
1994-1995	973	973	746	77	227	23	-	379	299	79	80	21	-	-	594	447	75	147	25	-	-					
1995-1996	1 164	1 113	804	72	309	28	51	567	365	64	151	27	51	9	597	439	74	158	26	-	-					
1996-1997	1 079	1 079	769	71	310	29	-	698	494	71	204	29	-	-	381	275	72	106	28	-	-					
1997-1998	693	693	515	74	178	26	-	504	357	71	147	29	-	-	189	158	84	31	16	-	-					
1998-1999	685	685	490	72	195	28	-	426	291	68	135	32	-	-	259	199	77	60	23	-	-					
Canada⁶																										
1994-1995	319 796
1995-1996
1996-1997	236 730
1997-1998	226 865
1998-1999	227 819

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nouvelle-Écosse	3 356	2 599	2 243	2 352	2 228	1 644
Nouveau-Brunswick	..	..	..	..	9 875	..
Ontario	223 059	207 300	184 609	159 590	167 538	177 493
Manitoba	19 997	20 990	20 188	21 917	19 421	23 108
Saskatchewan	7 345	8 726	7 769	7 061	6 483	6 210
Colombie-Britannique	..	..	41 495	26 639	26 269	23 735

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés
et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles		Total - Autres affaires civiles		Avocats salariés					Avocats de pratique privée				
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	
Terre-Neuve¹																	
1994-1995	2 974	2 523	85	451	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	2 874	2 531	88	343	12	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	3 057	2 608	85	449	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 665	2 372	89	293	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																	
1994-1995	89	89	100	-	-	67	67	100	-	-	22	22	100	-	-	-	
1995-1996	75	75	100	-	-	62	62	100	-	-	13	13	100	-	-	-	
1996-1997	76	76	100	-	-	51	51	100	-	-	25	25	100	-	-	-	
1997-1998	81	81	100	-	-	50	50	100	-	-	31	31	100	-	-	-	
1998-1999	79	79	100	-	-	57	57	100	-	-	22	22	100	-	-	-	
Nouvelle-Écosse																	
1994-1995	9 324	8 695	93	629	7	6 911	6 306	91	605	9	2 413	2 389	99	24	1	1	
1995-1996	8 288	7 840	95	448	5	6 254	5 835	93	419	7	2 034	2 005	99	29	1	1	
1996-1997	6 792	6 457	95	335	5	5 197	4 876	94	321	6	1 595	1 581	99	14	1	1	
1997-1998	6 026	5 726	95	300	5	4 597	4 318	94	279	6	1 429	1 408	99	21	1	1	
1998-1999	5 579	5 352	96	300	5	4 136	3 928	95	208	5	1 443	1 424	99	19	1	1	
Nouveau-Brunswick²																	
1994-1995	132	132	100	-	-	-	..	..	-	-	132	132	100	-	-	-
1995-1996	117	117	100	-	-	-	..	..	-	-	117	117	100	-	-	-
1996-1997	142	142	100	-	-	-	..	..	-	-	142	142	100	-	-	-
1997-1998	2 532	2 532	100	-	-	1 183	1 183	100	-	-	1 349	1 349	100	-	-	-	
1998-1999	2 687	2 509	100	-	-	1 253	1 253	100	-	-	1 434	1 256	88	178	12	12	
Québec³																	
1994-1995	182 461	90 023	49	92 438	51	101 264	51 567	51	49 697	49	81 197	38 456	47	42 741	53	53	
1995-1996	186 343	94 364	51	91 979	49	103 446	54 159	52	49 287	48	82 897	40 205	48	42 692	52	52	
1996-1997	154 527	..	..	..	..	88 285	..	..	..	..	66 242	..	..	..	..	..
1997-1998	137 183	86 476	63	50 707	37	76 511	47 591	62	28 920	38	60 672	38 885	64	21 787	36	36	
1998-1999	138 706	88 171	64	50 535	36	74 973	47 702	64	27 271	36	63 733	40 469	63	23 264	37	37	
Ontario																	
1994-1995	128 281	..	..	..	..	36 056	..	..	..	..	92 225	60 779	66	31 446	34	34
1995-1996	99 191	..	..	..	..	37 473	..	..	..	..	61 718	38 186	62	23 532	38	38
1996-1997	60 542	..	..	..	..	37 097	..	..	..	..	23 445	13 973	60	9 472	40	40
1997-1998	60 730	..	..	..	..	32 409	..	..	..	..	28 321	..	..	..	..	..
1998-1999	70 262	..	..	..	..	29 365	..	..	..	..	40 897	28 138	69	12 759	31	31
Manitoba																	
1994-1995	10 210	7 715	76	2 495	24	3 004	2 156	72	848	28	7 206	5 559	77	1 647	23	23	
1995-1996	9 881	7 344	74	2 537	26	3 059	2 102	69	957	31	6 822	5 242	77	1 580	23	23	
1996-1997	9 066	6 883	76	2 183	24	3 167	2 267	72	900	28	5 899	4 616	78	1 283	22	22	
1997-1998	9 050	9 050	100	-	-	3 114	3 114	100	-	-	5 936	5 936	100	-	-	-	
1998-1999	8 726	8 726	100	-	-	3 173	3 173	100	-	-	5 553	5 553	100	-	-	-	
Saskatchewan																	
1994-1995	6 484	6 456	100	28	--	6 378	6 350	100	28	--	106	106	100	-	-	-	
1995-1996	5 819	5 808	100	11	--	5 720	5 709	100	11	--	99	99	100	-	-	-	
1996-1997	5 969	5 958	100	11	--	5 813	5 802	100	11	--	156	156	100	-	-	-	
1997-1998	5 430	5 422	100	8	--	4 542	4 534	100	8	--	888	888	100	-	-	-	
1998-1999	5 430	5 425	100	5	--	4 647	4 642	100	5	--	783	783	100	-	-	-	
Alberta																	
1994-1995	6 403	3 823	60	2 580	40	173	131	76	42	24	6 230	3 692	59	2 538	41	41	
1995-1996	6 452	3 776	59	2 676	41	133	118	89	15	11	6 319	3 658	58	2 661	42	42	
1996-1997	7 161	2 390	33	4 771	67	115	100	87	15	13	7 046	2 290	33	4 756	67	67	
1997-1998	7 670	6 579	86	1 091	14	70	61	87	9	13	7 600	6 518	86	1 082	14	14	
1998-1999	8 041	6 938	86	1 103	14	75	48	64	27	36	7 966	6 890	86	1 076	14	14	
Colombie-Britannique⁴																	
1994-1995	34 323	..	..	..	..	14 615	..	..	..	..	19 708	17 776	90	1 932	10	10
1995-1996	25 443	18 578	73	6 865	27	6 732	2 207	33	4 525	67	18 711	16 371	87	2 340	13	13	
1996-1997	24 792	16 409	66	8 383	34	7 688	1 937	25	5 751	75	17 104	14 472	85	2 632	15	15	
1997-1998	23 169	13 532	58	9 637	42	8 688	1 787	21	6 901	79	14 481	11 745	81	2 736	19	19	
1998-1999	22 695	13 177	58	9 518	42	8 112	1 792	22	6 320	78	14 583	11 385	78	3 198	22	22	

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés
et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles			Total - Autres affaires civiles			Avocats salariés						Avocats de pratique privée						
										Total		Famille		Autres affaires civiles		Total		Famille		Autres affaires civiles		
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	
Territoires du Nord-Ouest⁵																						
1994-1995	542	482	89	60	11		9	8	89	1	11		533	474	89	59	11					
1995-1996	486	443	91	43	9		19	19	100	-	-		467	424	91	43	9					
1996-1997	412	401	97	11	3		3	3	100	-	-		409	398	97	11	3					
1997-1998	451	439	97	12	3		7	6	86	1	14		444	433	98	11	2					
1998-1999	471	460	98	11	2		147	140	95	7	5		324	320	99	4	1					
Territoire du Yukon⁶																						
1994-1995	282	256	91	26	9		91	77	85	14	15		191	179	94	12	6					
1995-1996	314	278	89	36	11		60	51	85	9	15		254	227	89	27	11					
1996-1997	293	256	87	37	13		130	106	82	24	18		163	150	92	13	8					
1997-1998	352	315	89	37	11		198	174	88	24	12		154	141	92	13	8					
1998-1999	347	306	88	41	12		221	194	88	27	12		126	112	89	14	11					
Canada⁷																						
1994-1995	381 505	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
1995-1996	345 283	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
1996-1997	272 829	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
1997-1998	255 339	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..
1998-1999	263 023	..	..	..	..		..	..	..	..	..		..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- ² **Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ³ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- ⁴ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, un avocat salarié a été embauché pour les affaires familiales, ce qui explique la forte augmentation au nombre de demandes.
- ⁵ **Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de service d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve²																			
1994-1995	6 471	..	..	..	..	896	406	45	490	55	441	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	6 516	..	..	..	..	767	347	45	420	55	360	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7 217	..	..	..	..	917	386	42	531	58	480	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	650	124	19	526	81	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																			
1994-1995	2 674	..	..	..	..	1 352	352	26	1 000	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1995-1996	2 576	..	..	..	..	1 223	274	22	949	78	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	2 375	..	..	..	..	971	274	28	697	72	15	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	38	24	63	14	37	..	..	..	..
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	89	28	31	61	69	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick³																			
1994-1995	1 007	945	94	62	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	890	859	97	31	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	784	784	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	780	780	..	..	..	..	..	..	..	..	30	..	..	30	100	..	..	..	..
Québec⁴																			
1994-1995	29 056	6 912	24	22 144	76	19 793	4 651	23	15 142	77	6 028	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	28 888	6 657	23	22 231	77	20 269	4 686	23	15 583	77	5 736	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	17 729	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	15 949	8 985	56	6 964	44	..	..	..	..
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	10 808	5 914	55	4 894	45	..	..	..	..
Ontario⁵																			
1994-1995	60 327	29 570	49	30 757	51	7 728	2 616	34	5 112	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	54 111	27 745	51	26 366	49	7 047	2 560	36	4 487	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	9 919	6 509	66	3 410	34	..	..	..	..
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	10 847	6 504	60	4 343	40	..	..	..	..
Manitoba																			
1994-1995	8 263	4 655	56	3 608	44	965	466	48	499	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1995-1996	5 565	3 007	54	2 558	46	846	406	48	440	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	67	2	3	65	97	..	..	..	..
Saskatchewan																			
1994-1995	1 381	926	67	455	33	960	671	70	289	30	198	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	1 535	1 053	69	482	31	1 045	723	69	322	31	280	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	236	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	209	170	81	39	19	..	..	..	..
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	206	166	81	40	19	..	..	..	..
Alberta																			
1994-1995	7 967	4 635	58	3 332	42	3 234	2 133	66	1 101	34	1 070	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	8 067	4 900	61	3 167	39	2 758	1 786	65	972	35	903	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	1 303	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	890	731	82	159	18	..	..	..	..
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	1 201	967	81	234	19	..	..	..	..
Colombie-Britannique⁶																			
1994-1995	50 758	15 968	31	34 790	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	60 826	18 695	31	42 131	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	9 238	3 576	39	5 662	61	13 710	5 904	43	7 806	57	..	..	..	..
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	12 065	5 333	44	6 732	56	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest																			
1994-1995	128	43	34	85	66	128	43	34	85	66	216	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	107	40	37	67	63	107	40	37	67	63	320	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	776	..	..	..	..	113	51	45	62	55	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	95	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	50	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷																			
1994-1995	158	94	59	64	41	105	60	57	45	43	24	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	172	81	47	91	53	117	54	46	63	54	38	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	54	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	52	13	25	39	75	..	..	..	..
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	58	22	38	36	62	..	..	..	..

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité					Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	
															Terre-Neuve ²
4 239	..	..	..	..	-	-	-	-	-	895	..	..	..	..	1994-1995
4 483	..	..	..	..	-	-	-	-	-	906	..	..	..	..	1995-1996
4 836	..	..	..	..	-	-	-	-	-	984	..	..	..	..	1996-1997
4 057	1 189	29	2 868	71	-	-	-	-	-	303	294	97	9	3	1997-1998
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1998-1999
															Nouvelle-Écosse
846	..	..	..	..	-	-	-	-	-	476	..	..	..	..	1994-1995
956	..	..	..	..	-	-	-	-	-	397	..	..	..	..	1995-1996
783	..	..	..	..	-	-	-	-	-	606	..	..	..	..	1996-1997
734	317	43	417	57	-	-	-	-	-	579	221	38	358	62	1997-1998
576	259	45	317	55	24	9	38	15	63	461	204	44	257	56	1998-1999
															Nouveau-Brunswick ³
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1994-1995
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1995-1996
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1996-1997
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1997-1998
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	750	691	92	59	8	1998-1999
															Québec ⁴
3 235	..	..	..	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1994-1995
2 883	..	..	..	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1995-1996
3 638	..	..	..	..	5 414	..	..	..	..	-	-	-	-	-	1996-1997
2 102	101	5	2 001	95	65	5	8	60	92	6 667	870	13	5 797	87	1997-1998
1 784	132	7	1 652	93	53	1	2	52	98	6 744	900	13	5 844	87	1998-1999
															Ontario ⁵
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1994-1995
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1995-1996
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1996-1997
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 605	8 927	66	4 678	34	1997-1998
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 933	12 552	60	8 381	40	1998-1999
															Manitoba
912	..	..	..	..	27	..	..	..	..	6 359	..	..	..	..	1994-1995
639	..	..	..	..	12	..	..	..	..	4 068	..	..	..	..	1995-1996
369	..	..	..	..	12	..	..	..	..	2 216	..	..	..	..	1996-1997
331	40	12	291	88	4	-	-	4	100	2 419	1 169	48	1 250	52	1997-1998
311	46	15	265	85	..	..	..	..	..	1 422	709	50	713	50	1998-1999
															Saskatchewan
88	..	..	..	..	20	..	..	..	..	115	..	..	..	..	1994-1995
96	..	..	..	..	18	..	..	..	..	96	..	..	..	..	1995-1996
92	..	..	..	..	26	..	..	..	..	77	..	..	..	..	1996-1997
119	26	22	93	78	33	24	73	9	27	85	44	52	41	48	1997-1998
115	24	21	91	79	28	24	86	4	14	66	27	41	39	59	1998-1999
															Alberta
634	..	..	..	..	670	..	..	..	..	2 359	..	..	..	..	1994-1995
855	..	..	..	..	430	..	..	..	..	3 121	..	..	..	..	1995-1996
1 028	..	..	..	..	969	..	..	..	..	1 145	..	..	..	..	1996-1997
1 549	497	32	1 052	68	643	366	57	277	43	1 174	625	53	549	47	1997-1998
1 547	375	24	1 172	76	621	354	57	267	43	3 187	1 909	60	1 278	40	1998-1999
															Colombie-Britannique ⁶
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1994-1995
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1995-1996
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1996-1997
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 463	3 515	37	5 948	63	1997-1998
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 667	3 006	39	4 661	61	1998-1999
															Territoires du Nord-Ouest
108	..	..	..	..	171	..	..	..	..	18	..	..	..	..	1994-1995
144	..	..	..	..	285	..	..	..	..	21	..	..	..	..	1995-1996
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1996-1997
229	..	..	..	..	242	..	..	..	..	7	..	..	..	..	1997-1998
177	..	..	..	..	238	..	..	..	..	79	..	..	..	..	1998-1999
															Territoire du Yukon ⁷
1	..	..	..	..	6	..	..	..	..	22	..	..	..	..	1994-1995
5	..	..	..	..	4	..	..	..	..	8	..	..	..	..	1995-1996
1	..	..	..	..	-	-	-	-	-	1	..	..	..	..	1996-1997
6	3	50	3	50	-	-	-	-	-	1	-	-	1	100	1997-1998
7	5	71	2	29	-	-	-	-	-	3	-	-	3	100	1998-1999

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total						Inadmissibilité financière				Raisons liées à l'applicabilité								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Canada⁸																			
1994-1995	168 190	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	169 253	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	149 598	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte de personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande.

² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.

³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.

⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.

⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.

⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit à une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997. En 1998-1999, 18 054 inscriptions ont été exclues du nombre total de demande rejetées.

⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁸ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total			Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité						Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	
..	Canada⁸
..	1994-1995
..	1995-1996
..	1996-1997
..	1997-1998
..	1998-1999

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		Nombre total d'affaires criminelles	% du total	Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles	% du total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
				'000 \$	%	'000 \$	%			'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve													
1994-1995	4 304	4 294	100	3 952	92	342	8	10	--	..	..	..	..
1995-1996	4 858	4 855	100	3 615	74	1 240	26	3	--	..	..	..	..
1996-1997	4 652	4 646	100	3 162	68	1 484	32	6	--	..	..	..	..
1997-1998	3 983	3 980	100	2 963	74	1 017	26	3	--	..	..	..	..
1998-1999	4 649	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse													
1995-1996	287	285	99	262	92	23	8	2	1	..	..	..	..
1996-1997	311	301	97	273	91	28	9	10	3	..	..	..	..
1997-1998	141	134	95	110	82	24	18	7	5	..	..	..	..
1998-1999	1 234	1 230	100	1 151	94	79	6	4	--	3	--	1	--
Nouveau-Brunswick¹													
1994-1995	17 970	16 486	92	..	..	..	..	1 484	8	..	..	..	..
1995-1996	17 018	15 386	90	..	..	..	..	1 632	10	..	..	..	..
1996-1997	17 016	15 818	93	12 488	79	3 330	21	1 198	7	..	..	..	..
1997-1998	17 059	15 809	93	..	..	..	..	1 250	7	1 250	100	-	-
1998-1999	15 413	14 335	93	11 487	80	2 848	20	1 078	7	1 070	99	8	1
Ontario²													
1994-1995	455 455	368 904	81	..	..	..	..	86 551	19	..	..	..	..
1995-1996	493 798	408 749	83	..	..	..	..	85 049	17	..	..	..	..
1996-1997	579 500	487 230	84	..	..	..	..	92 270	16	..	..	..	..
1997-1998	581 028	491 974	85	..	..	..	..	89 054	15	..	..	..	..
1998-1999	600 559	505 754	84	..	..	..	..	94 805	16	..	..	..	..
Manitoba													
1994-1995	35 483	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	34 468	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	43 506	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan³													
1994-1995	7 158	6 768	95	5 724	85	1 044	15	390	5	..	..	..	..
1995-1996	7 818	7 458	95	6 121	82	1 337	18	360	5	..	..	..	..
1996-1997	7 999	7 694	96	6 274	82	1 420	18	305	4	..	..	..	..
1997-1998	8 671	8 340	96	6 576	79	1 764	21	331	4	..	..	..	..
1998-1999	8 435	8 423	100	6 648	79	1 775	21	12	--	..	..	..	..
Alberta⁴													
1994-1995	48 396	48 027	99	36 448	76	11 579	24	369	1	..	..	..	..
1995-1996	49 738	49 433	99	36 998	75	12 435	25	305	1	..	..	..	..
1996-1997	47 496	47 227	99	35 774	76	11 453	24	269	1	..	..	..	..
1997-1998	54 692	54 410	99	40 049	74	14 361	26	282	1	-	-	282	100
1998-1999	57 019	56 723	99	47 411	84	9 312	16	296	1	-	-	296	100
Colombie-Britannique⁵													
1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	70 989	60 478	85	..	..	..	..	10 511	15	..	..	..	..
1996-1997	75 114	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total	Affaires criminelles						Affaires civiles									
		Nombre total d'affaires criminelles		% du total		Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles		% du total		Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Territoire du Yukon ⁶																	
1994-1995	208	156	75	104	67	52	33	52	25	..	..	..	..	..	..	..	..
1995-1996	327	327	100	270	83	57	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	445	445	100	347	78	98	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1998-1999	533	533	100	422	79	111	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparissant en cour. Aucun dossier n'es conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

- ¹ **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En raison des problèmes de collecte de données en 1995-1996, le nombre d'avocats affectés aux affaires civiles est sous-estimé. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocat nommé d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.
- ² **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Le chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.
- ³ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.
- ⁴ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.
- ⁵ **Colombie-Britannique** Les formulaires de déclaration remplis par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents. Voir aussi la note (5) du tableau 13 de la partie principale du rapport.
- ⁶ **Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 533 occasions en 1998-1999, 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Les **adultes** désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Les **affaires fédérales** désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple : adoption, changement de nom, médiation, filiation).

L'**année du paiement** désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et/ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres sources** ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Avocats non résidents renvoie aux avocats qui exercent leur profession dans une province ou un territoire donné, mais qui ne demeurent pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les revenus dans la période où ils ont été gagnés et à déduire les dépenses dans la période où elles ont été engagées.

La **comptabilité de caisse** - en vertu de cette méthode, les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèce a été effectué.

La **contribution à l'intention des jeunes contrevenants** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

La **contribution au criminel à l'intention des adultes** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution en matière civile** désigne les montants fournis par Développement des ressources humaines Canada social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière civile assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qui s'est terminé le 31 mars. Le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile; cependant il accorde plus de flexibilité aux provinces pour ce qui est de l'établissement de leurs priorités de financement dans le cadre du nouveau programme du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

La **contribution fédérale** aux affaires criminelles de l'aide juridique désigne les fonds fournis par Justice Canada.

Par **contributions de l'État**, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes.

Les **contributions des avocats** désignent les sommes reçues des avocats.

Les **contributions des clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée** on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvés, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique.

Les **demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité** sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les **dépenses au titre de l'information du public** englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les **dépenses au titre de projets externes** désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au titre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les **dépenses au titre des recherches juridiques** désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les **dépenses au titre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Dépenses nettes partagés – Représentent les demandes de paiement provinciales et territoriales pour les dépenses encourues par chaque régime d'aide juridique relativement à des affaires précisées dans les ententes de partage de coûts fédérales/provinciales/territoriales sur l'aide juridique en matière criminelle. Celles-ci comprennent à la fois les coûts des services juridiques et les dépenses administratives connexes. Ce montant représente le total net de toutes les contributions et des sommes reçues des clients. Comme le calcul des dépenses nettes partagées se fait au niveau de chaque province et territoire, les comparaisons entre les provinces et territoires doivent être faites avec prudence.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **frais recouvrés**, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouvrés par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du Barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Le **nombre d'employés au 31 mars** désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de l'exercice financier.

Par **personnel affecté à l'information du public** on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques**, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les **services d'avocats nommés d'office au civil** désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

Les **services d'avocats nommés d'office au criminel** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Une **seule infraction ou affaire est déclarée par dossier**, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Les infractions traitées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.

Total des membres du Barreau renvoie au nombre d'avocats qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs publique et privé sont inclus. Les avocats non résidents sont inclus dans la province où ils travaillent.